

ESPACE de libertés

Mensuel du Centre d'Action Laïque / OCTOBRE 2021 / N°502

Dossier

Le péril identitaire

Grand entretien avec

Marius Gilbert

L'ultra-droite en embuscade

3 Édito

Non, ils n'ont pas changé!

SANDRA EVRARD

4 Quoi ?!

6 Grand entretien

Résister à la résignation. La communication scientifique, c'est son rayon. L'épidémiologiste Marius Gilbert poursuit sa démarche didactique tournée vers les enjeux de l'après-Covid. SANDRA EVRARD

10 Dossier

Le péril identitaire

Miroir, mon beau miroir, dis-moi pourquoi les identités nous crispent à ce point! Pourquoi ce que nous sommes nous incite-t-il toujours plus au rejet de celui qui est autre? L'«âge identitaire» est ingrat, sortons de là!



46 Libres ensemble

La psychopédagogie au service de l'économie de la connaissance? Une expérience personnelle déçue n'est pas peine perdue: toute critique constructive est bonne à prendre!
THOMAS BOLMAIN

50 Les mœurs évoluent, et la loi? La réforme du droit pénal sexuel n'a pas fini de faire grincer des dents, tant le projet de loi s'éloigne des objectifs.
JUSTINE BOLSENS et ANAÏS PIRE

53 La «nature», une idée qui évolue au fil des civilisations. Celle que l'on oppose souvent à la culture et à la création humaine est loin d'être univoque. FABRICE FLIPO et FRÉDÉRIC DUCARME

58 International

60 Profession: veilleur des droits humains. Frédéric Krenc est le nouveau juge belge à la Cour européenne des droits de l'homme.
VINCIANE COLSON

63 L'ultra-droite en embuscade. Mouvements activistes et groupuscules entraînés au combat font de la France une poudrière en puissance. PHILIPPE FOUSSIER

67 Le Juif et l'Arabe, d'une rive à l'autre. Sophie Bessis écrit à Hannah Arendt et complète sa pensée en l'ouvrant sur le monde.
VINCIANE COLSON

70 Culture

72 Ce raciste qui sommeille en nous. La haine de l'Autre est bel et bien une affaire de petites cases. Intrigué.e.s? La réponse en BD!
LUDVINE PONCIAU

75 Ne jugeons pas un livre à sa couverture! Lire en quelqu'un comme dans un livre ouvert, c'est le postulat de la Bibliothèque vivante.
CAROLINE DUNSKI

78 Des idées et des mots

80 Coup de pholie

Un pli (pas si) heureux.
BAPTISTE COPPENS

Édito / Par Sandra Evrard, rédactrice en chef

Non, ils n'ont pas changé!

Qu'y a-t-il en commun entre les «nouveaux talibans» et le Vlaams Belang? Au minimum, une singulière propension à distiller mensonges et désinformation, avec un goût certain pour la mise en scène. Pendant que les uns scandent et tweetent qu'ils permettront aux femmes de travailler, les autres poussent à la délation envers «les profs, ces gauchistes». Le deuxième point commun, nauséabond, réside dans cette attaque à la liberté de conscience et de pensée qui, si elle dévie de la norme érigée par ces fondamentalistes –ici la charia, là un programme d'extrême droite–, est vilipendée, avec un dédain affiché pour les principes démocratiques les plus élémentaires.

Pour les étudiantes de Kaboul, les portes des universités se referment en même temps que la pratique du sport et des activités professionnelles «trop en vue», alors que, dans nos universités, le cercle flamingant NSV, fréquenté par Tom depuis l'âge de 15 ans, on s'en souvient, ne craint pas le sexisme débridé et l'assignation des femmes à des rôles bien définis. Mais l'on peut aussi craindre les tentatives de mainmise sur les programmes, débats et opinions qui font la richesse de ces lieux de savoir si le parti extrémiste flamand devait atteindre le pouvoir. Tom Van Grieken l'affirmait sans détour en évoquant sa répulsion pour la rentrée scolaire voici un mois: «Mon dégoût a été exacerbé par les enseignants et les professeurs de gauche qui essaient d'incorporer leurs absurdités multiculturelles dans leurs cours en permanence. En 2024, nous allons présenter un projet de loi à tous ces enseignants gauchistes.» On ne peut pas dire que l'on n'aura pas été prévenu.e.s.

Troisième point commun entre ces intégristes: non, ils n'ont pas changé! Si les jeunes nouveaux cadres du Vlaams Belang arborent des costumes de *traders* et ne lâchent pas leur smartphone d'un *post*, leurs idées et programmes fleurent toujours la «bête». Et du côté des talibans, il n'aura pas fallu un mois pour comprendre que les femmes peuvent retourner à leurs fourneaux, éventuellement apporter le thé ou passer le balai dans les chefferies sans trébucher sur leur niqab, que les cours de musique n'auront plus lieu puisque l'académie a été détruite et que l'on peut compter sur la charia, un code juridique basé sur des coutumes d'un autre âge, pour guider le bon peuple.

Les sorties médiatiques de ces différents protagonistes ont eu lieu simultanément en septembre, d'où ce petit jeu des troublantes affinités. À ce stade, rangeons définitivement notre naïveté au placard, c'est une perte de temps. Il faut continuer à soutenir, sans dérogation aucune, les fondements de l'État de droit et les valeurs démocratiques. Il n'y a pas de recette miracle, mais l'école, l'université, l'éducation permanente, la presse libre demeurent nos principaux piliers à soutenir et à financer sans faille. L'extrémisme radical change rarement de peau. ✦

« Nones » en quête de quiétude

Le catholicisme a-t-il encore de l'avenir en France ? C'est la question que s'est posée l'historien Guillaume Cuchet face à l'inexorable affaiblissement du catholicisme dans l'Hexagone. Parmi les mutations du paysage religieux français contemporain, c'est la montée des « sans-religion », dénommés les *nones* aux États-Unis, qu'il trouve la plus intéressante : « La montée des *nones* me paraît être, à terme, pour le destin religieux des sociétés occidentales, un phénomène plus important encore [que la montée de l'islam et de l'islamisme]. Ils sont d'ores et déjà majoritaires chez les jeunes et ils introduisent dans notre histoire philosophique une inconnue formidable, inédite dans les annales anthropologiques de l'humanité. » Leur préoccupation ? Le bien-être. Une quête de quiétude moins tumultueuse que la quête du Graal, mais néanmoins épique. (ad)

Saint Hélico à la rescousse

Au Monténégro, le mois dernier, l'intronisation du nouveau métropolite s'est déroulée dans des conditions pour le moins surréalistes, frisant le crêpage de klobouk et de matraque. Pour replacer les faits dans leur contexte, le Monténégro a recouvré son indépendance en 2006, mais les chrétiens orthodoxes, majoritaires, demeurent rattachés à l'Église serbe. À l'exception d'une poignée d'irréductibles se réclamant de l'Église orthodoxe monténégrine, qui a perdu son autonomie lors de l'annexion du pays par la Serbie... en 1918. Et pour ces passéistes monténégrins, il était hors de question de laisser le nouveau chef de l'Église serbe au Monténégro, le métropolite Joanikije, monter sur le trône de Saint-Pierre de Cetinje, symbole de l'indépendance nationale de surcroît. Barricades, charges de police et nuées de gaz lacrymogène... La capitale historique du Monténégro s'est retrouvée en état de siège le week-end de l'intronisation. Le président Milo Djukanovic, ancien maître tout-puissant en perte de pouvoir depuis les dernières élections et en guerre avec l'Église serbe depuis 2019, a tout fait pour reprendre la main, quitte à attiser les braises d'une guerre confessionnelle aux relents de bras de fer politique. Le nouveau métropolite est finalement arrivé en hélicoptère, photos postées sur Instagram à l'appui, et a été sacré comme prévu. Une apparition vrombissante, aux

antipodes de l'impénétrable. Comme le pointait très finement un journaliste de *La Libre Belgique* le 7 septembre dernier, « c'était oublier que les voies du Seigneur peuvent parfois emprunter les pales d'un hélicoptère ». (ad)

L'œuvre (littéraire) du diable

Du côté de la péninsule Ibérique, ce n'est pas un métropolite intronisé qui fait parler de lui, mais un évêque qui s'est défroqué. Le Catalan Xavier Novell, connu pour son soutien à l'indépendance de la Catalogne, mais aussi et surtout pour ses diatribes contre l'homosexualité, la contraception et l'avortement, a décidé de renoncer au sacerdoce et de quitter l'Église. Le jour s'est rapidement levé sur son étrange idée et l'affaire a fait grand bruit dans le diocèse de Solsona : celui qui fut le plus jeune évêque d'Espagne est tombé amoureux et vit désormais avec l'élue de son cœur. La Conférence épiscopale espagnole juge pour sa part que Novell est possédé par le diable. « Voilà le problème majeur de l'institution ecclésiastique », relève l'écrivain Manuel Jabois dans *El País*. Alors qu'elle ne voyait pas d'intervention du diable dans les harangues haineuses de Novell, elle croit voir dans l'amour que celui-ci découvre aujourd'hui l'acte du Malin. » *L'Enfer de la luxure de Gabriel : le premier péché capital contre l'être*, tel est l'un des titres publiés par la psychologue de formation. Car, comble de l'ironie, la « tentatrice », Silvia Caballol, écrit des romans érotiques aux accents satanistes. Xavier Novell n'aurait pas pu mieux s'y prendre pour faire la nique à l'Église. Vivre d'amour et de droits d'auteur, c'est tout le mal qu'on souhaite aux deux tourtereaux. (ad)

Réinventer un dieu

Que diriez-vous à Ganesh, ce dieu hindou à la tête d'éléphant, si vous pouviez faire causette le temps d'une rencontre impromptue ou si vous pouviez vous mettre à la place même de Bappa, son petit surnom ? L'expérience fut tentée à Mumbai, où les citoyens se sont bousculés pour exprimer leurs doléances à propos de l'activisme anti-ondes, de l'écologie, mais aussi des minorités. Avec en fin de compte, une parole libérée dans moult domaines. Concrètement, le projet *Ganesh Yourself*, incarné par un robot ayant l'apparence du dieu éléphant, mais avec le visage du passant souhaitant prendre sa place, permettait de dialoguer avec d'autres reliés de l'autre côté de l'interface. La démarche de son auteur, l'anthropologue Emmanuel Grimaud, entendait interroger la possibilité de donner un visage humain à Ganesh, mais aussi qu'un robot puisse prendre la place d'une divinité. Sans oublier la question du blasphème, puisque l'anthropologue ignorait comment cette démarche serait perçue par les Indiens. Dans son livre *Dieu point zéro. Une anthropologie expérimentale*, le chercheur du CNRS explique qu'il fut bluffé par l'intelligence des citoyens qui se sont emparés de l'outil pour remettre en cause leurs attentes philosophiques et les adapter à notre monde actuel, tout en déconstruisant et réinventant ce dieu afin de sortir des postures un peu cliché relevant du dieu punisseur ou bienveillant. Bappa a ainsi permis d'interroger les mécanismes de croyance, mais également la façon de traiter la reconstruction face à la dissolution (de la foi, de la tech-

nologie, de l'environnement, des postures sociales). En somme, une voie originale et ludique pour aborder la métaphysique et la politique. (se)

Cachez-moi ce génocide

Alors que la Chine copine avec les talibans dont le fondamentalisme n'est plus à démontrer, elle se moque de son incohérence – ou cultive son cynisme – en poursuivant son génocide envers les minorités musulmanes ouïghoures dans la quasi-indifférence planétaire. Faute de courage politique de la part de la communauté internationale, c'est à nouveau une action citoyenne qui a pris le relais au travers d'un tribunal d'opinion, avec l'espoir que cela entraîne par la suite une véritable poursuite des responsables des atrocités commises contre cette minorité. Le jugement de ce tribunal lancé il y a un an devrait tomber d'ici la fin de l'année. Sous réserve que les audiences permettent de déterminer s'il y a bien eu crime contre l'humanité ou génocide grâce aux nombreux témoignages récoltés, cela pourrait servir de preuves pour passer à une véritable action en justice. Et, éventuellement, interpellé de nouveau les instances compétentes comme la Cour pénale internationale, muselée par la Chine, qui a appliqué son droit de veto en tant que membre permanent du Conseil de sécurité et interdit toute enquête sur son territoire. On ne pourra en tout cas pas dire que l'on ne savait pas ! (se)

Touche pas à ma croix !

C'est l'histoire d'un prof de lettres et d'histoire d'une école d'Ombrie qui, chaque matin, retirait avec une certaine religiosité le crucifix accroché dans sa classe. Lourdemment sanctionné par sa hiérarchie parce qu'il refusait de donner cours à l'ombre de la croix, Franco Coppoli avait saisi la Cour de cassation italienne pour acte discriminatoire. Il avait en effet déjà perdu devant la juridiction de première instance ainsi qu'en appel, et ce ne fut pas plus probant en cassation. Si sa sanction a été annulée, la Cour a néanmoins estimé qu'imposer un crucifix en classe ne constituait pas un acte de discrimination, étant donné qu'il s'agit de la « tradition culturelle d'un peuple ». Au pays de l'Église toute puissante, la justice veille au grain divin. On ne peut pas en dire autant concernant la liberté de conscience. (se)

Résister à la résignation

Dans son ouvrage «Juste un passage au JT et on rentre», l'épidémiologiste Marius Gilbert revient sur les longs mois de gestion de la pandémie, sur le rôle des scientifiques et sur les leçons qui pourraient être tirées des écueils rencontrés. L'occasion pour nous de connaître son point de vue sur des enjeux sociétaux révélés par cette crise sanitaire.

Propos recueillis par Sandra Evrard
Rédactrice en chef

Pourquoi avoir choisi de publier ce livre maintenant ? Quels étaient les messages que vous souhaitiez encore faire passer ?

Mon objectif était de proposer une explication didactique de ce qu'est cette épidémie, mais aussi d'aborder la gouvernance, la communication. Aujourd'hui, on a quand même un peu plus de recul sur toute une série d'éléments, ce qui peut considérablement aider à mieux comprendre ce qui s'est déroulé pendant tous ces mois. Et l'on peut plus facilement se remettre de quelque chose qui a été pénible pour beaucoup de monde quand on en connaît les raisons.

Fin mars, vous suggériez une nouvelle approche de la gestion de la pandémie, basée sur des évaluations de risques et l'anticipation. Avons-nous progressé dans ce sens-là ?

Pas encore. En toute franchise, le canevas principal, c'est d'essayer de basculer un peu plus d'une logique curative vers des logiques préventives, intéressantes et publiques. Or, on reste quand même très

fort ancrés dans une logique curative en Belgique. On le voit notamment par rapport à toutes les comorbidités. On sait que l'impact sanitaire de l'épidémie est exacerbé par la prévalence d'un certain nombre de maladies liées au mode de vie, les cancers, les maladies cardio-vasculaires. Typiquement, sur ces maladies-là, on est conscient que l'argent investi dans la prévention porte ses fruits, parce que c'est de l'argent qu'on ne devra pas payer plus tard en matière de soins. C'est un changement de culture et de paradigme par rapport à la santé publique qu'il faut opérer pour essayer d'aller davantage vers la prévention.

Y a-t-il une prise de conscience de cette nécessité ?

Je pense que nos autorités politiques sont conscientes qu'il y a un certain nombre de mesures qui étaient sous-optimales parce qu'elles ont été prises dans l'urgence et qu'elles perçoivent le bénéfice qu'elles auraient pu tirer si des efforts de prévention existaient autour de l'éducation, de la santé, par exemple. Je crois qu'elles auront une oreille très

attentive à des initiatives qui iraient dans ces directions-là à l'avenir. Mais cette sensibilité sera-t-elle toujours là dans un an, si cette pandémie de Covid se normalise ? Difficile à dire. Je pense que c'est aux scientifiques de se faire le relais de tout ça.

Cette pandémie a entraîné une sorte de *bashing* du discours scientifique. Comment l'expliquer ? Ressentez-vous cette nécessité de réhabiliter la place de la science ?

C'est vraiment un très grand enjeu, qui me tient fort à cœur. Je pense que l'on est un peu victimes, en sciences, d'une communication qui s'est organisée autour de la notion de progrès qui était celle de tout le XX^e siècle. En réalité, celle-ci assimilait le progrès scientifique, donc l'amélioration des connaissances, au progrès technologique. Je pense qu'il n'y a personne qui se plaint du fait que l'on comprenne mieux comment fonctionne une cellule, l'ADN, l'ARN, etc. Cependant, à côté de ça, le rejet de la science vient souvent au départ d'un rejet d'objets technologiques, par exemple les organismes génétiquement modifiés, les vaccins ou la 5G. Ils offrent un certain nombre de fonctions et de services à ceux qui les utilisent, mais avec un certain nombre de problèmes ou d'externalités négatives tels les effets secondaires, l'érosion de la biodiversité... Je pense qu'une des manières d'aborder ça, c'est vraiment de séparer les deux dans la communication scientifique. La deuxième chose que j'essaie de développer un petit peu dans le livre, c'est cette nécessité d'engagement un peu plus



Quand on adhère à un discours, même scientifique, il y a inévitablement une espèce de croyance qui repose sur la confiance envers la personne à la base du message.

importante de la communauté scientifique dans la communication. Non pas seulement sur les faits, mais sur la démarche scientifique.

Vous incitez à de l'autocritique du milieu scientifique ?

Oui, je pense que c'est important. La communauté scientifique est aussi un milieu un peu conservateur, qui avance lentement, qui ne se remet pas toujours facilement en question, et je pense que tout le monde doit pouvoir effectuer son autocritique. C'est nécessaire si on veut évoluer.

En tant qu'académique, vous basez votre expertise sur la rationalité, l'analyse des phénomènes concrets et on se retrouve, aujourd'hui avec des discours

parallèles basés sur des croyances. Comment l'expliquez-vous ?

C'est lié au fait que très souvent, les connaissances scientifiques sont rarement directement observables. Vous et moi n'avons jamais vu un atome ou un électron, cela échappe à nos sens. Le fait que la Terre soit plate ou pas n'est pas facilement mesurable avec nos sens. Certaines théories sont portées par des personnes qui se présentent avec une casquette de scientifique, avec un discours auquel les gens peuvent se raccrocher. Et à un moment, le discours dévie complètement. Pour une personne qui n'a pas de formation scientifique, c'est pratiquement impossible d'évaluer si ce que cette personne affirme est plus ou moins crédible, parce que cela fait appel à des éléments non observables et que ce discours a une apparence de cohérence. C'est difficile de lutter contre ça, car il faut quasi déconstruire l'argumentaire point par point. C'est une forme de croyance par rapport à quelque chose qui est prédéfini et que l'on renforce par des contenus qui viennent appuyer cette opinion au travers d'un choix sélectif et en ne prenant pas en compte, justement, tous les contre-arguments, en ne consacrant pas autant d'énergie à lire, à écouter et à se renseigner sur des contenus qui ne vont pas dans le sens de ce que l'on a envie de croire. Des personnes qui fournissent ces contenus, il y en a plein sur les réseaux sociaux, mais ce n'est pas facile de lutter contre leur action. Pourtant, ce qui a amené à ce que la science devienne un mode d'explication nouveau qui s'impose dans un certain nombre de sociétés, c'est à la fois sa cohérence interne, son caractère autocorrectif, en évolution perpétuelle, et sa capacité à générer des

prédictions qui sont indépendantes de l'observateur. Elle est venue remplacer, dans beaucoup de sphères, la religion en tant que système d'explication.

La démarche et la communication sont donc cruciales ?

Dans l'enseignement, on présente très souvent les résultats, sans mesurer l'importance d'expliquer comment on en est arrivés là. Ce qui est très important c'est précisément que la communication scientifique porte autant sur le cheminement de la recherche que sur la connaissance elle-même. Sinon, cela devient une forme de récit parmi d'autres qui n'offre pas plus de vérité que n'importe quel autre récit auquel on peut avoir envie d'adhérer. On a toujours tendance à opposer le discours rationnel et la croyance. Or, je pense qu'on sous-estime le fait que, d'une certaine manière, quand on adhère à un discours, même scientifique, il y a inévitablement une espèce de croyance qui repose sur la confiance envers la personne à la base du message.

Vous vous êtes penché dans vos recherches sur le concept de *One Health*, autrement dit la santé circulaire. Pourriez-vous résumer ce qui en est ressorti ? Et pensez-vous qu'il s'agisse d'un concept intéressant pour aborder à l'avenir la gestion des liens existants entre la santé et notre environnement ?

Ce concept a émergé au cours des dix, quinze dernières années, autour de grands problèmes sanitaires qui couplaient les questions de santé humaine à des questions de santé animale, ou de l'environnement et des écosystèmes.

C'est une grille de lecture captivante, car nous ne sommes pas coupés de notre environnement ou d'animaux qui sont parfois pathogènes. On le constate au travers de différents exemples. J'ai beaucoup travaillé sur la grippe aviaire, une maladie virale avec un potentiel pandémique très important, qui est totalement bénigne et qui circule facilement chez les oiseaux migrateurs. Cela constitue un réservoir qui de temps en temps passe chez les oiseaux domestiques, dans les élevages, et qui à ce moment-là peut gagner en virulence, et peut éventuellement se transmettre à l'homme et entraîner un potentiel pandémique. Mais si on regarde uniquement la composante humaine, que l'on cherche à uniquement agir sur le plan de la prévention au niveau de l'homme, on aura toujours un temps de retard. Alors que l'on peut aussi agir en amont pour essayer d'empêcher que le virus passe de la faune sauvage aux élevages, par exemple. C'est vraiment en pensant le système dans sa globalité que l'on peut faire de la prévention. Et cela peut se décliner par rapport à d'autres thématiques, comme celle du changement climatique. Il faut considérer ce problème de manière systémique, avec des impacts directs ou indirects sur la santé humaine.

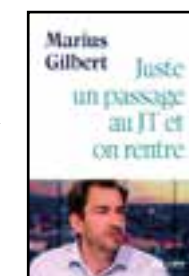
Vous êtes aussi vice-recteur de l'ULB, quel message auriez-vous envie d'adresser aux jeunes générations ?

La première chose, c'est de résister à la résignation. Quelque chose de très positif que je tire de cette pandémie, c'est qu'on a affirmé haut et fort que c'est l'économie qui était au service de l'homme et pas l'inverse. Maintenant, il faut essayer de profiter de ce

constat pour que cette solidarité qui s'est exprimée à un moment vis-à-vis des plus vulnérables s'exprime aussi de façon intergénérationnelle envers ceux qui seront adultes dans vingt ou trente ans. Car lorsqu'on rentre dans une forme de critique complaisante ou dans la résignation, on n'avance plus. Donc, il faut trouver le moyen d'inscrire son action en tant qu'individu, en tant que jeune, dans une démarche de progrès de société et pour cela, on va avoir besoin d'innovation sociale, mais aussi dans le domaine de l'éducation, parce que toutes ces questions sont liées. Et par rapport à toutes ces innovations, les jeunes ont une place à prendre et peuvent devenir des acteurs de cette transition que l'on doit mener collectivement. Il faut bien sûr que les gouvernements, les autorités, jouent leur jeu et deviennent aussi de vrais partenaires. On constate certes le peu de réponses politiques face à tous les mouvements de jeunes autour de la question climatique, mais il ne faut pas se résigner. Parce qu'il n'y a pas le choix, mais qu'il y a aussi des personnes qui peuvent s'en faire le relais et que c'est avec ces personnes-là qu'il faut travailler, afin que l'un dans l'autre, on puisse tenter de construire un avenir qui fasse rêver, dans lequel on puisse s'inscrire.

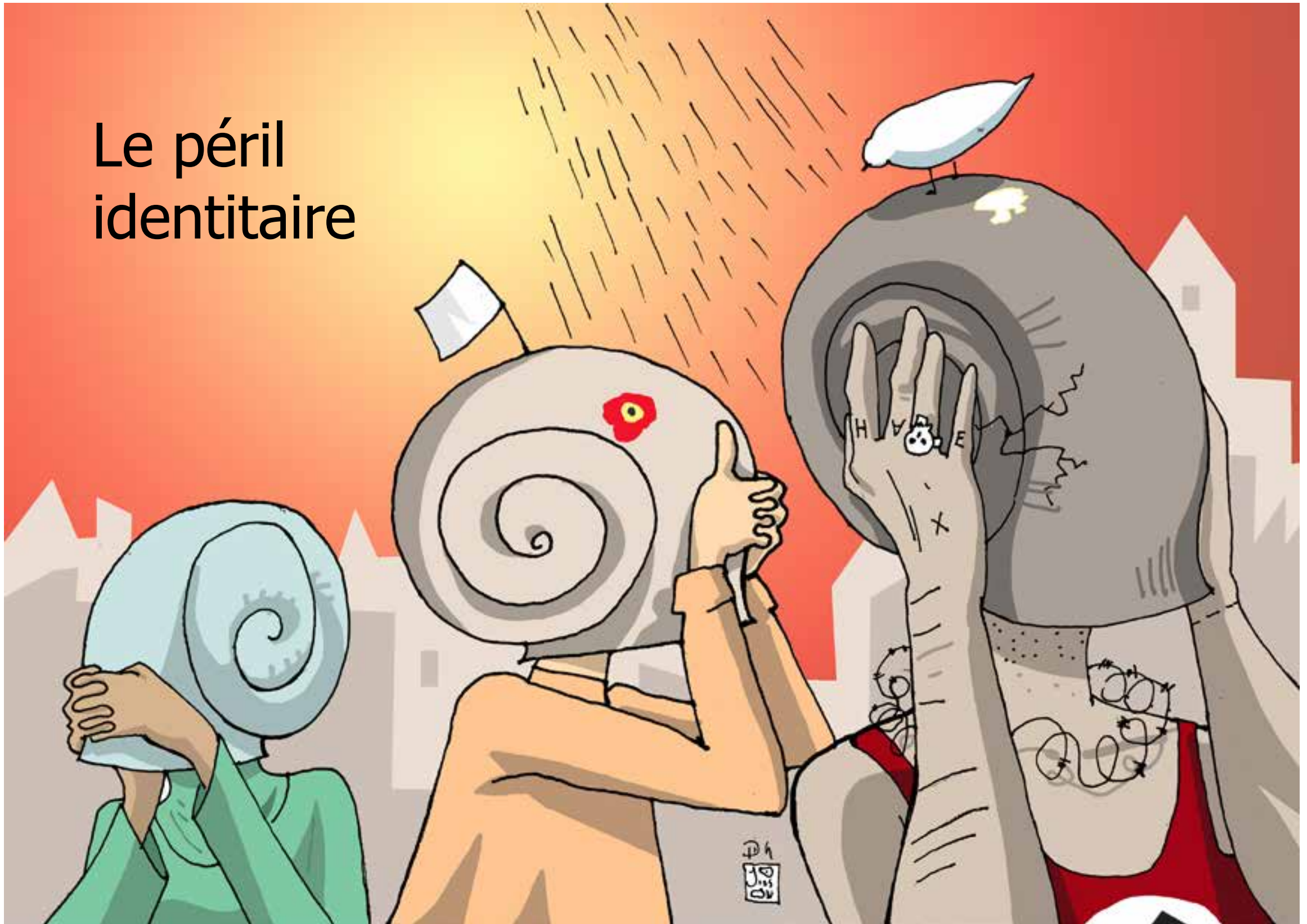
Il faut créer une chaîne vertueuse.

Oui, je pense vraiment que la résignation et l'isolement nous empêchent de créer ces chaînes vertueuses. C'est un piège. La force viendra de dynamiques collectives qui s'inscrivent dans quelque chose de constructif. 🌱



Marius Gilbert,
« Juste un passage
au JT et on rentre », Waterloo, Luc
Pire, 192 pages.

Le péril identitaire



Les crispations identitaires semblent poursuivre leur ascension. Leur visage est multiforme : crispations sur la base des origines, de la religion, mais aussi des valeurs, de leur retranscription en programme politique et de la conception du monde. En effet, une partie de la mouvance d'extrême droite est certainement à relier à la crispation identitaire, car elle est aussi focalisée sur des idées et valeurs spécifiques défendues par des groupuscules qui se forment ainsi une identité. Outre le constat peu reluisant de ce « nouveau » paysage sociétal où chacun choisit son camp, son « refuge », mais aussi son ennemi, on peut s'interroger sur les conséquences que cela engendre. Quelles répercussions pour la collectivité ? Comment conserver un « vivre ensemble » harmonieux si tout particularisme est sacralisé, au risque que cela soit au détriment de l'intérêt commun ? La question de l'identité est à la fois subtile et compliquée. Nous en décryptons certaines facettes dans ce dossier, avec la préoccupation d'éviter le délitement de la cohésion sociale. (se)

Les revers de l'étiquette

Si les replis identitaires ont un visage multiple – lié à la religion, à la vision politique ou aux origines –, ils procèdent généralement de deux phénomènes conjoints : revendication et stigmatisation. Ceux qui se choisissent une identité radicale et exclusive stigmatisent ceux qui ne relèvent pas de cette identité. Pour sortir de cette impasse, il s'agira d'opposer les ressources du sujet aux objets d'identification.

Par Guillaume Lejeune
Animateur - CAL/Charleroi

La crise identitaire est liée à un recours non critique au concept d'identité. En voulant imposer à soi ou aux autres une identité basée sur une qualité exclusive et figée, on s'oblige à lutter contre tous ceux qui ne relèvent pas de cette identité. La persécution des Juifs ou la répression des Ouïghours sont le contrecoup de la construction d'un fantasme de même au niveau d'un peuple. Cette homogénéité revendiquée conduit ainsi à la stigmatisation de ce qui n'appartient pas à l'identité préconisée. On réduit alors l'Autre à une détermination masquant souvent bien des disparités. Ce phénomène n'est toutefois pas seulement étatique, il est aussi sociologique et se retrouve dans le comportement des hommes méprisant le « sexe faible », des Blancs méprisant les Noirs, etc. La volonté de s'identifier à des valeurs qui relèvent d'une idéologie pousse à se voir selon un caractère idéalisé et

à identifier l'Autre à un être méprisable sous prétexte qu'il diffère.

Mise en boîte

On réduit l'Autre à une étiquette pour ne pas avoir à s'encombrer des nuances qu'il pourrait apporter à notre discours. La stigmatisation, c'est ainsi le refus de la complexité. En Chine, cette logique est centralisée et fonctionne à grande échelle. Le système informatisé de crédit social permet d'identifier chacun à tout moment. Mais cette identification n'a pas pour tâche de connaître un individu ; il s'agit plutôt de le classer, de lui assigner une place dans un système. L'identification permet ainsi d'organiser, de ranger les individus dans de petites boîtes. Le problème de l'identification est alors qu'elle emprisonne. Elle réduit la personne à une entité, mais elle ne rend pas compte du potentiel qu'a

cette personne de devenir Autre que ce qu'elle «est». En d'autres termes, elle fait du sujet l'objet d'une identification, mais ignore ce qui en fait un sujet capable d'identifications. On manque alors l'ipséité, le processus à travers lequel on construit ou reconstruit son identité.

L'identification est en fait la base d'une vision superficielle de la réalité qui ne fait pas droit à la complexité. Les personnes qui se sont senties mal à l'aise face aux documents d'identité qui les renseignaient comme homme ou femme ressentaient l'effet d'une simplification dont elles ne pouvaient se satisfaire. On les rendait identiques à un genre auquel elles ne s'identifiaient pas. Elles préféraient par exemple se définir comme non binaires, montrant bien toute la différence entre une simplification prédéterminée de l'extérieur et une expression de soi. En voulant identifier, on rend identique une personne à une particularité qui n'est pas nécessairement significative pour cette personne.

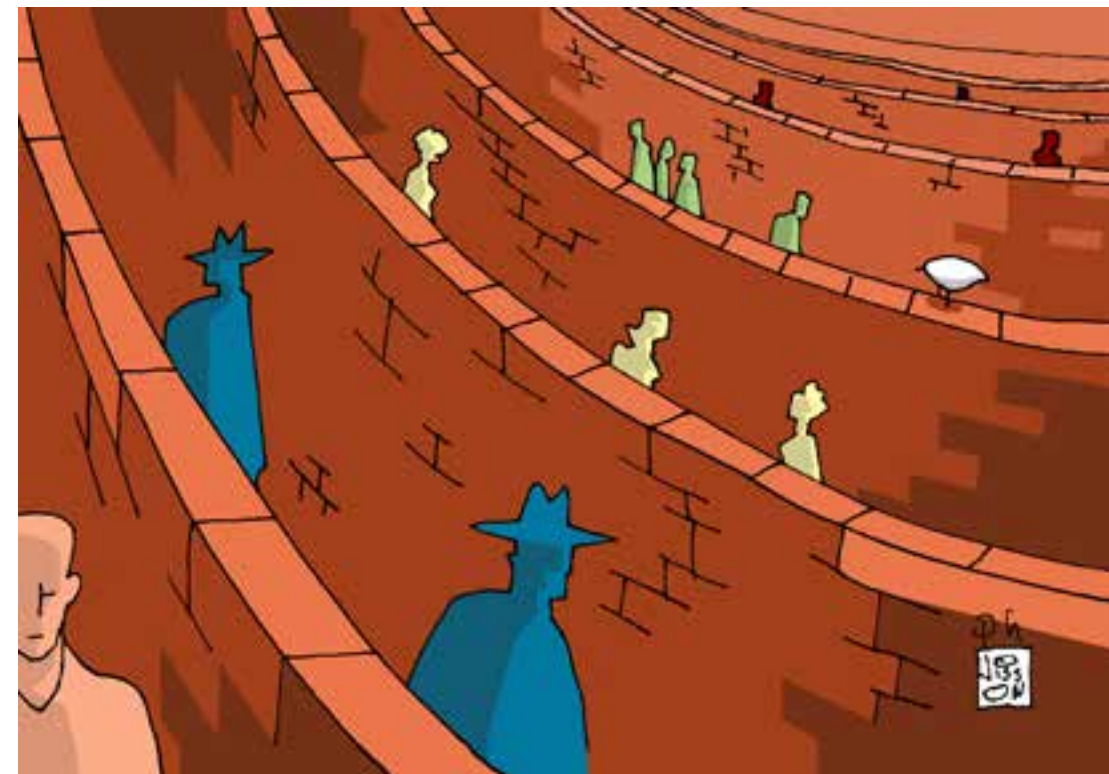
Une (re)construction permanente

Le processus d'identification qui consiste à coller sur quelqu'un une étiquette a des effets d'autant plus négatifs que cette étiquette est connotée négativement. Réduire quelqu'un à un moment de son histoire où il s'est mal conduit ou a été humilié, c'est le faire être quelque chose qu'il a été, mais qu'il ne veut plus être, c'est le mettre en porte à faux avec lui-même. Il y a ainsi

des crises identitaires qui se jouent au niveau d'individus et de peuples entiers qui ont vécu des épisodes traumatiques comme des guerres. Les individus rejettent alors une identité qu'ils ne veulent plus, mais échouent à se forger une nouvelle identité. Il faut alors tabler, comme le montre Jean-Marc Ferry dans son *Éthique reconstructive*, sur les capacités du sujet à pouvoir reconstruire son histoire à travers une narration pour qu'il puisse se réconcilier avec¹.

L'ipséité, cette capacité à s'autodéterminer, est ce qui permet d'articuler une identité complexe. Cette habileté du sujet à pouvoir dire «je» est aussi ce qui le place dans la dynamique d'un échange possible avec un «tu» en vue de la construction d'un «nous». Pour qu'un sujet soit reconnu dans sa singularité, il faut qu'il puisse l'exprimer. Il faut donc miser sur cette capacité du sujet à pouvoir s'exprimer, nuancer son propos, avoir un esprit critique pour qu'il puisse organiser une dynamique de construction d'identité qui ne soit pas réduction à une qualité exclusive, mais articulation singulière de valeurs et d'appartenances.

La réduction de l'Autre à une seule appartenance est violente², car il se définit à travers une multiplicité de déterminations: convictions, orientation sexuelle, vision politique, etc. Mais la conscience de cette pluralité d'appartenances, qu'elle vaille pour soi ou pour l'autre, est loin d'être acquise pour tout un chacun. Elle présuppose un sujet singulier à même de les articuler et d'oppo-



ser à la violence de la fermeture un discours complexe d'ouverture. C'est donc *in fine* l'apprentissage de l'esprit critique qui est la meilleure garantie contre les réductionnismes procédant de particularités érigées en valeurs absolues.

La tentation du prêt-à-porter identitaire

La construction d'une identité singulière s'opère tout en nuance en recourant aux ressources d'un «je» à même de se reconnaître dans l'Autre sous certains aspects et de s'en démarquer sous d'autres. Mais, dans ce processus de construction, on peut souffrir d'un sentiment de déloyauté vis-à-vis des siens quand on se recon-

naît une appartenance à quelque chose qui est rejeté par le groupe auquel on s'identifie. On peut aussi développer un certain mépris vis-à-vis d'un groupe si celui-ci n'intègre pas une caractéristique jugée essentielle par le groupe auquel on estime appartenir principalement. La mobilité sociale et migratoire ainsi que la perte de structures prédéfinies rendent ces sentiments caractéristiques d'un changement de milieu plus fréquent. Plus que jamais l'individu est alors appelé à trouver en lui-même les ressources nécessaires pour relever le défi identitaire. Il a à se construire en dehors de structures nettes. La «norme d'autonomie» est aujourd'hui plus forte, ce qui peut conduire à une «fatigue d'être soi»³

1 Jean-Marc Ferry, *L'éthique reconstructive*, Paris, éditions du Cerf, 1996.

2 Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998.

3 Alain Ehrenberg, *La fatigue d'être soi*, Paris, Odile Jacob, 2000.

et à la tentation de s'en remettre à un prêt-à-porter identitaire. Ainsi, comme le montre Claude Dubar⁴, la crise identitaire dont les médias font leurs choux gras est en grande partie liée à une transformation du monde du travail. On ne peut plus tabler sur un travail qui définirait notre identité sociale dans la mesure où le monde ouvrier n'est plus balisé comme il l'était autrefois par une histoire ou des structures syndicales évidentes. La crise de l'identité est ainsi liée à la transformation sociale. Les appartenances professionnelles étant moins structurantes, on cherche à se définir autrement. Cette demande d'identité est alors instrumentalisée par ceux qui veulent imposer un certain type d'être au détriment de la diversité. Les sollicitations identitaires occupent alors le marché de l'attention au détriment d'une pensée critique à même d'articuler les identités complexes en un processus singulier de construction d'une identité plurielle.

Réfléchir avant de juger

Plus que jamais, il nous faut être vigilants et cultiver un esprit critique. En effet, le processus d'identification qui consiste à «coller une étiquette sur» ne touche pas que des groupes radicalisés qui caricaturent un groupe-cible pour mieux le rejeter, il est mis en œuvre par les médias de masse qui tendent de plus en plus à présenter les choses de façon binaire et clivante: celui qui suggérerait que le coronavirus pouvait venir d'une fuite de laboratoire a été tout d'abord taxé de

«complotiste», celui qui émet des réserves sur le caractère mercantile des vaccins est, lui, présenté comme un «antivax», etc. Ce qui se joue derrière ce phénomène, c'est l'établissement d'une pensée binaire à travers laquelle les médias tendent à se rendre légitimes en se démarquant de conceptions qu'ils présentent comme «illégitimes». Sous prétexte de fermeté, les médias font alors preuve de fermeture. La conséquence est que le jugement précède la réflexion. On rejette l'Autre en l'identifiant à quelque chose qui ne mérite par l'attention. La stigmatisation procède ainsi d'une économie de l'attention. On cultive le différend au détriment des différences. On ne peut que déplorer une certaine tendance des médias qui consiste à identifier plutôt qu'à comprendre. On privilégie alors les origines sur les fins et, de la sorte, on fait de l'information quelque chose qui ne nous concerne pas. Pourquoi occulter les objectifs d'une action de désobéissance civile et mettre en exergue les sujets qui en sont porteurs? Pourquoi préciser l'origine ethnique d'un agresseur, et non les motivations de son acte? L'homme en tant qu'être libre se définit moins par son origine que par sa destination. Il faut joindre aux influences du milieu les motivations singulières pour comprendre l'acte d'un individu libre. Sans cela, les jugements n'achètent leur objectivité qu'au prix d'une destitution de la subjectivité des individus incriminés.✦

Assignation à «résidence sur la terre» commune¹

Elle a de quoi faire perdre le nord et pousser à la vigilance, cette récente défense de la laïcité –et de quelques principes qui lui sont indissociables tels que l'égalité de genre ou les libertés individuelles– par l'extrême droite ou le national-populisme!

Par Mathieu Bietlot
Philosophe et politologue

N'était-ce pas en grande partie la peur de «l'invasion laïque» et l'opposition à la loi de 1905 qui a fait le succès de l'Action française? Ne prônait-elle pas l'Église catholique comme seule garante de l'équilibre politique et d'un «corps social en bonne santé»? L'extrême droite n'a-t-elle pas toujours consacré la famille traditionnelle et le rôle confiné que doit y jouer la femme? Plus généralement, ces partis ont fait de l'inégalité et de la soumission à l'ordre leurs fers de lance.

Des ronds dans un pré carré

Certes, tout a toujours été bon dans ces rangs-là pour racoler les mécontents, stigmatiser l'étranger et miser sur la peur de l'Autre qu'on attise du même geste. Autour de ces deux axes –le rejet et la peur– et de la dénonciation du système en place, la doctrine de l'extrême droite se

révèle mouvante et confuse d'une génération ou d'une région à l'autre. La théorie de la supériorité des races ayant été invalidée scientifiquement et celle des dangers du métissage étant passée de mode, c'est l'incompatibilité de la religion la plus visible des personnes issues de l'immigration avec les valeurs nationales que cible désormais la xénophobie. Mais ne nous y trompons pas, le rapprochement avec la laïcité est un glissement contre nature.

La laïcité a été inventée en tant que principe et dispositif de non-ingérence et de non-domination permettant la cohabitation égalitaire et pacifique des différentes croyances et non-croyances dans la société –et par extension des différentes identités– sans qu'aucune ne dicte son point de vue à l'État ou ne l'impose à des personnes qui n'y adhèrent pas, sans qu'aucune n'empêche les autres

¹ *Résidence sur la terre* est un recueil de poèmes de Pablo Neruda (Gallimard, 1972) pour la traduction française de Guy Suarès) écrits lorsqu'il était consul en différents endroits, dont Madrid à la veille de la guerre civile.

⁴ Claude Dubar, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*, Paris, PUF, 2010.

d'exister et de s'exprimer. Sa mise en œuvre s'avère intrinsèquement liée au respect des droits des unes et des autres, à la démocratie et à la non-discrimination. Tout le contraire du national-populisme.

Gare aux glissements et confusions de terrain

Pourtant, le glissement peut s'opérer dans l'autre sens. Même si ce n'est pas, à première vue, pour affirmer une préférence nationale ou identitaire, il n'y a pas que l'extrême droite qui fustige certaines identités au nom de la laïcité. Lorsqu'elle est invoquée pour obliger les personnes issues de l'immigration à adhérer à «nos» valeurs, à refouler leur identité culturelle et à s'abstenir d'une partie de leurs pratiques religieuses, elle est rejetée par une part de ces populations et plus encore vilipendée par les tendances décolonialistes de l'antiracisme qui l'apparentent à une velléité assimilationniste, voire xénophobe. Si le propos est exagéré et le procès tendancieux, le débat n'en est pas moins complexe. Comment faire en sorte qu'un dispositif de cohabitation égalitaire inventé, proposé, requis ou mis en place par certains soit perçu et pratiqué par toutes les composantes de la société comme un outil commun et non comme l'imposition d'un ensemble de valeurs –voire d'une identité– spécifique?

De fait, la laïcité n'échappe pas à la question identitaire, bien que de manière fort différente en France et en Belgique (le terme étant peu mobilisé dans d'autres contrées). Il

convient ici de revenir sur «l'histoire belge» de la laïcité, autant au sens d'une blague typique du coin que de l'histoire du pays... En République française, la laïcité fait désormais partie du patrimoine génétique de la nation. Elle relève ainsi d'une identité majoritaire et nationale, bien qu'elle soit source de division quant à son application et que les réseaux catholiques soient encore bien incrustés. Au petit royaume des compromis, la laïcité n'a jamais jusqu'à ce jour fait partie des références communes, ni dans la culture ni dans la Constitution. Elle a été revendiquée par une identité philosophique, minoritaire et discriminée –les non-croyants– comme un principe d'égalité et de protection de minorités face au règne de l'Église catholique. Aujourd'hui, cette minorité est reconnue en tant que communauté philosophique non confessionnelle et se bat toujours pour la généralisation du principe de laïcité –et non de son identité, de ses convictions ou de ses valeurs– à toute la société. Il est fondamental d'être toujours au clair avec cette distinction pour empêcher l'assignation identitaire de la laïcité. Le Centre d'Action Laïque a bien une identité et une histoire spécifique, des valeurs telles que l'émancipation ou la libre disposition du corps et sa méthode du libre examen à défendre, mais doit veiller à ne pas les confondre avec le principe ou dispositif de laïcité qu'il prône pour l'ensemble de la population². Notons qu'en France aussi, même si elle est officiellement majoritaire, la laïcité doit se distinguer du registre

de l'identité et des valeurs³ pour atteindre ses finalités. La laïcité scie son assise lorsqu'elle se transforme d'outil d'intégration pacifique en arme de rejet polémique ou force d'imposition tyrannique.

«Le vieux fleuve frémit comme une artère neuve»⁴

Nous pensons donc qu'on parera le péril identitaire en considérant, présentant et pratiquant la laïcité comme un principe au service des libertés plutôt qu'une valeur figée ou assignée, une modalité plutôt qu'une identité, un cadre fluide plutôt qu'une règle fixe. En ce sens, il importe aussi de se rappeler que la laïcité mise en place –en France– ou revendiquée –en Belgique– face à

une religion catholique dominante ne peut reproduire ce qu'elle contestait lorsqu'on se trouve en présence d'une religion musulmane encore minoritaire et toujours dominée dans nos contrées. Il s'agit de lutter, hier comme aujourd'hui, contre la domination, les inégalités, les discriminations, les privilèges, l'arbitraire... dans la pratique davantage que sur papier ou apparence.

Enfin, la crispation est un symptôme de crise. Lorsqu'on ne sait plus comment ni où va le monde, on se crispe sur ses petites prérogatives, sur ses propriétés ou sur son identité. Or pour sortir de la crise multiple et profonde, la «syndémie», qui déstabilise ce début de siècle, nous devons revoir nos manières de voir et de faire, les

⁴ Pablo Neruda, *op. cit.*, p. 205.



² Nous soulignons régulièrement que son intitulé même prête à confusion et qu'un nom du type «Mouvement des libre penseuses et penseurs pour la promotion de la laïcité» serait plus clair bien que moins claquant. Mais l'on ne se débaptise pas si facilement...

³ Quand on associe la laïcité à «l'esprit de la France, sa lumière, son message universel» (Manuel Valls après les attentats de 2015), on peut comprendre que certains y voient davantage une imposition culturelle qu'une modalité de vivre ensemble. S'il y avait de l'universel à disposition, on ne se le disputerait pas tant et il n'y aurait pas d'histoire de la philosophie. Celui-ci ne peut être que le fruit d'une construction commune, à remettre sur le métier lorsque la tablée s'élargit.



actions et les institutions à même de mettre en œuvre les principes de cohabitation pacifique, d'égalité et de liberté. La crispation par définition réduit l'ouverture à l'invention, la possibilité de rencontre et l'espace du débat. Sans gommer les divergences ni dénier les conflits d'intérêt, mais en s'ouvrant à la confrontation constructive et à la construction collective, tout le monde gagnerait à rendre les échanges de vues moins polémiques, à se décrisper un brin et à desserrer ses certitudes.

Dans cet esprit, le dernier roman de Laurent Binet, *Civilizations*⁵, constitue une stimulante, subtile et virtuose source d'inspiration. Selon l'imagination débordante de

l'auteur, il s'en est fallu de quelques hasards et coïncidences pour que les Incas kidnappent l'équipage de Christophe Colomb et envahissent l'Europe. Au cours de cette mondialisation inversée, la laïcité – du moins des règles de coexistence et de pacification – tout comme l'émancipation des pauvres nous auraient été apportées par les étrangers pour apaiser les guerres de religions et d'empires qui déchiraient la barbare Europe. En revisitant l'histoire et le paysage culturel de la Renaissance, Laurent Binet, sans prétention autre que ludique et littéraire, souligne en biais la complexité et la relativité de nos identités. ✿

De l'histoire ancienne?

Il est de bon ton de se revendiquer d'anciennes identités pour mieux s'affirmer. Mais l'on prête un peu vite aux sociétés passées des prétentions identitaires qu'elles n'avaient pas. En tout cas, pas telles que nous les imaginons.

Par Achille Verne
Journaliste

Au printemps dernier, la presse mondiale a repris à l'unisson une information «extraordinaire» délivrée par le ministère des Antiquités égyptiennes : une ville de plus de 3 000 ans venait d'être exhumée près de Louxor. Le très médiatique archéologue Zahi Hawass en fit aussitôt la «cité perdue» la plus grande de l'Égypte ancienne. En réalité, cette découverte avait été répertoriée dès les années 1930 par une équipe d'égyptologues français. Cet épisode a renvoyé à une pratique bien connue : régulièrement, l'Égypte s'octroie la primeur de découvertes en réalité déjà anciennes, stockées depuis des décennies dans son grenier aux antiquités. La communication tonitruante qui accompagne ce tour de passe-passe vise à réactiver le tourisme, mais aussi à flatter la fierté de la population égyptienne. Ce n'est pas un hasard si la prétendue «cité perdue» (ré-)exhumée en avril dernier a été baptisée «Aton» en référence à Akhenaton, l'un des plus grands pharaons que l'Égypte ait connus.

«Aux Proche et Moyen-Orient, l'histoire n'est jamais neutre», rappellent

les archéologues occidentaux, qui s'abstiennent de commenter ouvertement ce truisme, les autorisations de fouilles que délivrent les autorités dépendant de leur discrétion. C'est vrai en Égypte, en Jordanie, en Irak ou en Israël. Ainsi, la découverte récente, près de Jérusalem, d'une inscription vieille de 3 100 ans pouvant être lue comme *Jerubbaal* ou *Yerubaal* a débouché sur plusieurs pistes. L'une veut que cette inscription constitue un chaînon manquant dans l'évolution de l'alphabet à une époque où celle-ci a disparu. L'autre, plus «politique», laisse entendre que ce *Jerubbaal* pourrait être le juge biblique Gédéon de l'Ancien Testament, ce qui accréderait l'idée que des israélites vivaient déjà sur ce coin de terre il y a trois millénaires et des poussières. Inutile d'ajouter le poids que pourrait acquérir une telle interprétation dans le contexte politique régional.

Des exemples comme ceux-là foisonnent dans l'histoire. Ils plaident pour la perpétuation d'identités propres, solides, qui auraient traversé les temps. Celles-ci seraient synonymes de longévité, de grandeur, de

⁵ Paru chez Grasset en 2019.

culture, d'ancrage à la terre. Bref, de légitimité pour qui s'en revendique.

Stigmatiser l'Autre

Mais de quelles identités parle-t-on ? Il faudrait être naïf pour imaginer qu'elles correspondent à une homogénéité génétique. Les migrations, le commerce ou les guerres ont conduit à d'incessants brassages de population dès la plus haute antiquité. L'idéal de pureté raciale porté par le national-socialisme fut aussi stupide qu'assassin.

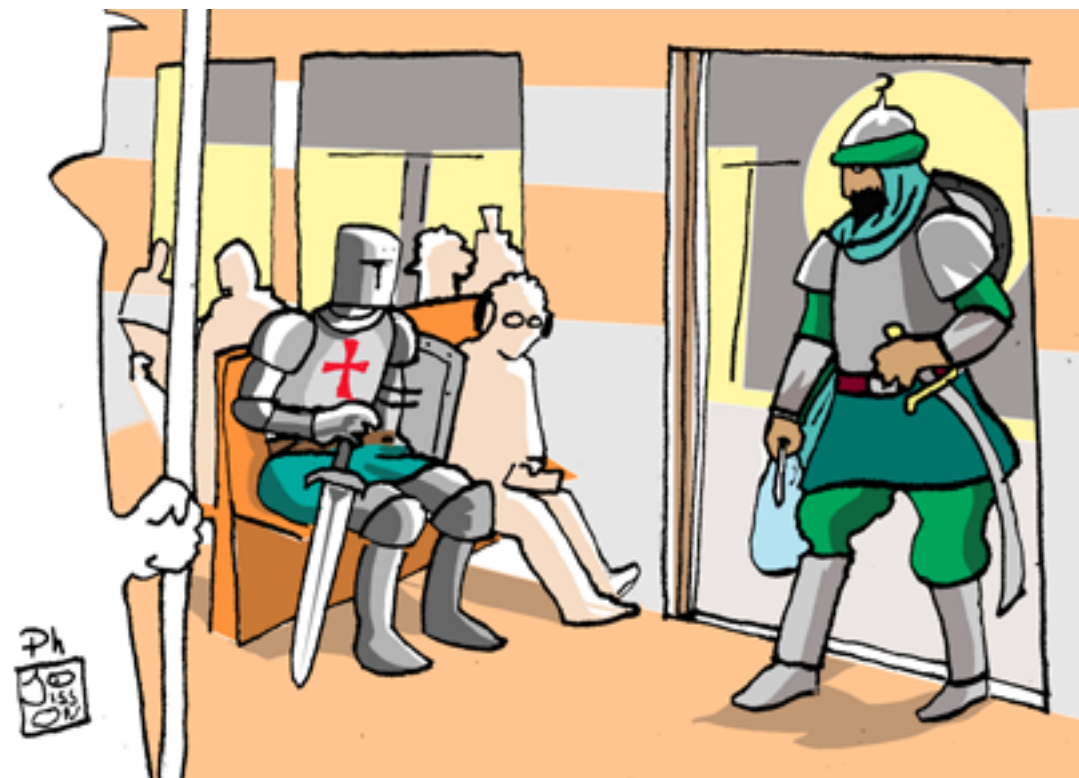
Aujourd'hui, nous savons que le génome d'*Homo sapiens* contient une petite part de Neandertal, cette « autre humanité » disparue il y a environ trente mille ans. Autant dire que la valse des ADN a commencé tôt et qu'elle s'est accélérée au fil des échanges entretenus par les différentes sociétés nées au cours des dix ou douze derniers millénaires. Et pourtant, celles-ci ont pour la plupart revendiqué une identité propre, donnant plus tard pas mal de fil à retordre aux historiens.

« La question de l'identité était très populaire en archéologie dans les années 1990, explique Jan Driessen, le directeur de l'École belge d'Athènes. Mais aujourd'hui, nous nous sommes rendu compte qu'il s'agit toujours de constructions artificielles qui aidaient à l'intégration politique principalement. Stigmatiser "l'Autre" revenait à renforcer la cohésion sociale interne. Des critères d'appartenance ont été développés par toutes les sociétés. À l'intérieur

d'un groupe, il y avait classiquement des règles de passage, telles que les rites d'initiation. »

Le « groupe » ou le « peuple » comme lien d'appartenance et d'identité, le concept n'a rien de bien neuf. Mais que représentait-il chez ceux qui l'ont élaboré à l'origine ? « La définition d'un *ethnos* par son passé, raconté aussi bien dans des mythes que dans des histoires, apparaît dès Hérodote », écrit l'historienne Anca Dan¹. « Devant Alexandre de Macédoine, envoyé pour chercher la paix après le retour de Xerxès en Asie, les Athéniens répondent aux Spartiates qu'ils ne pourraient trahir leur patrie [...] ni l'*ethnos* grec... d'un même sang, parlant la même langue, ayant les mêmes temples et sacrifices pour les dieux, les mêmes mœurs... » En réalité, poursuit Anca Dan, cette communauté de sang est « imaginée ». « Elle est de nature narrative donc fluide [...]. Elle ne doit pas être comprise au sens biologique : c'est la raison pour laquelle les recherches génétiques ne peuvent être déterminantes dans l'étude d'un peuple, mais seulement dans la mise en avant des degrés de consanguinité, de la diffusion des maladies ou des liens avec un milieu naturel. »

Dans l'Antiquité grecque, la communauté de sang est donc « imaginée ». Conceptualisée. C'est une identité fabriquée. N'en déplaise aux hurluberlus en vogue sur les réseaux sociaux et autres groupuscules nostalgiques du nazisme qui voient dans le « sang » et ses liens un alpha civilisationnel.



« Ethno-différentialisme »

Et pourtant, des partis et des mouvements essentiellement situés à l'extrême droite de l'échiquier politique continuent à croître et embellir sur le terreau fertile de l'identitaire. Chacun le met à sa sauce. Ainsi, en France, « l'ensemble des mouvements identitaires cherche à promouvoir une identité française, inscrite dans un héritage européen, en postulant une filiation directe – et ininterrompue – avec les Indo-Européens définis en tant que peuple historique porteur d'un schéma d'organisations sociales, de valeurs culturelles et de mythes qui constituent « la plus longue mémoire » de la civilisation européenne », explique

le politologue français Jean-Yves Camus². Cet « ethno-différentialisme » est au cœur d'une mouvance identitaire pour qui « chaque peuple, chaque culture, ne peut s'épanouir que sur son territoire d'origine ».

Selon ce schéma, à l'« identité islamique » correspondrait une identité de territoire. Chacun est prié de prier chez soi... L'ethno-différentialisme des identitaires français dénie par extension au musulman le droit de devenir citoyen, sans trop s'inquiéter du fait que le royaume, puis la République, partagent depuis des siècles avec ses ancêtres un destin commun – fait de guerres, de colonialisme, de commerce, de migrations, de mariages, etc.

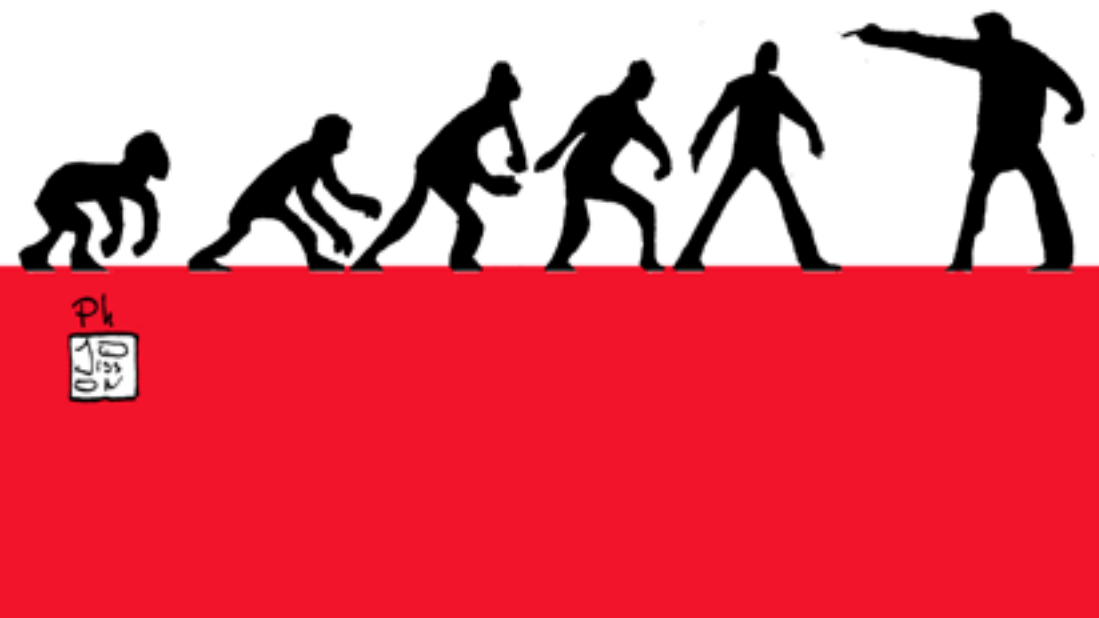
¹ « Les concepts en sciences de l'Antiquité : mode d'emploi », dans *Dialogues d'histoire ancienne*, 2016, pp. 273-352.

² Jean-Yves Camus, « Le mouvement identitaire ou la construction d'un mythe des origines européennes », mis en ligne sur www.jean-jaures.org, 1^{er} mai 2018.

À côté de ces dogmatiques, des opportunistes bon teint rebattent volontiers à leur profit le vieux fonds de commerce des identités nationales fantasmées. On pense évidemment aux populistes qui se sont succédé depuis trente ans dans différents pays européens. À Salvini, à Fortuyn ou à Haider pour ne citer qu'eux. On pense aussi à Bart De Wever, qui, récemment, s'est trouvé une affection pour l'idéal «grand-néerlandais» prônant le mariage «bourguignon» des Pays-Bas et de la Flandre. On pense surtout au Hongrois Viktor Orbán, qui poursuit son entreprise de rapt national sans coup férir. À chaque coup de sang de l'opinion, il ressort la même vieille rengaine: l'identité magyare a été foulée au pied par le traité de Trianon de 1920, qui a dépecé le prestigieux empire austro-hongrois. Depuis, les preux descendants d'Attila sont à la merci des puissants. Hier, l'URSS.

Aujourd'hui, «Bruxelles». Lui, Viktor Orbán, constitue à l'entendre le seul rempart capable de protéger «son» peuple. Chaque affrontement avec la Commission européenne –sur les Roms, les LGBTQI+, la justice, etc.– est l'occasion de le ressasser.

Sans atteindre ces extrémités, nous sommes tous à un moment ou l'autre les héritiers d'une série d'identités anciennes, plus ou moins fantasmées. Elles ont été dopées par les romans nationaux qui ont sous-tendu la création des États-nations au XIX^e siècle: c'est la Belgique de Charlier Jambe-de-bois, la France de Vercingétorix, l'Amérique des pionniers. Aujourd'hui, d'autres identités apparaissent. Elles sont liées au genre, à la religion, à l'ethnicité. Mais toujours, il s'agit de se distinguer, de s'arracher à un anonymat biologique commun pour faire valoir une singularité. Pour exister. ✦



Des médias en terrain miné

À l'heure où la montée des crispations identitaires menace de fragmenter encore un peu plus la société, les médias sont-ils toujours capables d'enrichir le débat de façon constructive? Quelles stratégies mettent-ils en place pour faire face à cette crise de confiance qui les frappe de plein fouet?

Par Ludivine Ponciau
Journaliste

«Merdias», «journalopes», «gauchiasse», «collabos»... La liste des mots tendres (et combinables) pour décrire la presse est longue comme une perche micro. Sur les réseaux sociaux, les commentaires concernent aujourd'hui presque autant le média lui-même que le contenu qu'il publie. Sur le terrain –on l'a vu lors de la crise des Gilets jaunes–, des reporters ont été insultés, bousculés ou frappés par des individus qui les accusaient d'être les «chiens de garde de l'ordre établi».

À quel point le malaise est-il profond? Une étude réalisée en mars 2021, menée par l'équipe du professeur de communication Grégoire Lits de l'Observatoire de recherche sur les médias et le journalisme de l'UCLouvain, montre que cette défiance n'a fait que s'aggraver depuis le début de la crise sanitaire. Près d'un tiers des Belges francophones (28,9 %) déclarent avoir perdu confiance dans les médias traditionnels, les experts scientifiques et les politiques pour s'informer sur le coronavirus.

Pourquoi tant de haine?

Pour Jeremy Hamers, chargé de cours à la faculté de philosophie et lettres à l'ULiège et spécialiste de la littérature médiatique, cette crispation n'a rien d'inédit. «En situation de crise –réelle ou construite par le discours des médias–, sur un événement ponctuel ou qui s'inscrit dans la durée comme la crise dite «migratoire», une partie des citoyens se pose des questions au sujet des médias dominants ou historiques. Ils finissent par se tourner vers d'autres sources d'informations, notamment celles qui pullulent grâce au Web 2.0, qui fournit des contenus plus faciles à lire que les articles de fond de la presse professionnelle. Cette réalité renvoie aussi à la question fondamentale: qu'est-ce qu'une information? Est-ce celle qui est fournie par une agence de presse à un média, un édito, une situation que le citoyen constate sur le terrain? Le fonctionnement du Web social est en tout cas régi par un principe archi-simple: c'est qu'avec les algorithmes et les bulles de filtres, on

trouvera toujours plus vite des infos qui nous confortent dans notre opinion que d'autres points de vue.»

Néanmoins, souligne Jeremy Hamers, il serait réducteur de mettre d'un côté les informations émanant des médias traditionnels «vertueux» et de l'autre, les contenus produits par toute autre source qui ne raconterait que des bêtises: «Le partage entre info sérieuse ou professionnelle d'une part, non avérée ou illégitime d'autre part, est insuffisant aujourd'hui. Le doute ou la défiance généralisée doit nous amener à questionner ce que font les médias actuellement et quels types d'infos ils donnent. Quand on voit par exemple que le transfert d'un joueur de football a une durée de vie plus longue que le dernier rapport du Giec, on peut effectivement s'interroger...»

À moins qu'ils n'affichent une ligne éditoriale extrême, les médias professionnels composés de journalistes formés et qui respectent les règles déontologiques ne peuvent être tenus pour responsables de l'émergence ou de la montée en puissance de groupes idéologiques. C'est en tout cas le point de vue de Laura Calabrese, titulaire de la Chaire de communication multilingue de l'ULB et spécialiste des nouveaux médias. «À la limite, défend-elle, ce sont les groupes idéologiques qui utilisent les médias d'information pour illustrer leur vision du monde. Ce qui arrive souvent dans les groupes d'extrême droite, de Gilets jaunes ou les antivaccins, c'est qu'en lisant ce qu'ils appellent "les médias *mainstream*", ils pensent trouver la confirmation que les journalistes ne sont pas dignes de confiance.»

Quant aux médias alternatifs qui se multiplient depuis les années 1970 dans tout le spectre idéologique, développe la chercheuse, «ils sont souvent portés par des communautés idéologiques ou ethniques qui n'appartiennent pas à la majorité mais qui aspirent parfois à l'être, comme c'est le cas des médias d'extrême droite. En ce moment par exemple, des antivax diffusent leur discours sur des radios pirates, un média clairement alternatif».

Tous journalistes, tous scientifiques

Les journalistes ne sont d'ailleurs pas les seuls à voir leur crédibilité s'étioler de jour en jour. Les compétences ou l'indépendance des scientifiques, lorsqu'ils travaillent sur des questions aussi brûlantes et clivantes que le climat ou la santé, sont plus régulièrement remises en question. Un phénomène qu'observe avec attention Bruno Frère, philosophe et sociologue, spécialiste de l'épistémologie des sciences et des mouvements sociaux (ULiège). La crispation autour de la politique vaccinale, telle que traitée par les médias et encouragée par la très large majorité des professionnels de la santé, illustre parfaitement ce phénomène émergent. «Confrontées aux réseaux sociaux, certaines personnes ont tendance à mettre sur le même pied les arguments et les analyses des quidams et des journalistes professionnels. Or, les journalistes recourent à leurs sources et leur manière de fonctionner garantit un fond d'authenticité. Agrémenter son argumentation d'une série de références, c'est aussi s'inscrire dans une démarche scientifique. Pourtant, cette confiance s'effrite aujourd'hui.

Exemple: tout le monde nous dit qu'il est préférable de se faire vacciner, mais on assiste à une mise en équivalence de l'opinion des quidams, de l'analyse des journalistes et de la science.»

L'objectivité pure, une hypocrisie

La précarisation du métier de journaliste, le manque de moyens financiers et humains pour garantir un journalisme d'investigation et l'uniformisation des médias font évidemment partie du problème. «Il ne faut pas sous-estimer l'impact de phénomènes bien réels comme la concentration des médias aux mains de quelques groupes, la course à l'audience et le *clickbait* (appât à clics), la recherche constante de la polémique, la circulation circulaire [*sic*] de l'information ou l'infobésité, dont les publics médiatiques sont bien conscients», énumère Laura Calabrese. «Il existe donc toute une série de reproches que l'on peut faire ponctuellement à certains médias à des moments précis, mais aussi au système de production de l'information. Celui-ci a été fort impacté par l'arrivée du numérique, ce qui a parfois eu des conséquences sur la qualité de l'information, mais qui a aussi été l'occasion de l'améliorer en proposant de nouveaux modèles. Ce qui est irrationnel, ce sont les réquisitoires à charge contre tous les médias professionnels: il s'agit d'un discours très compact, construit sur des stéréotypes et des idées invérifiables, qui cherche à discréditer l'un des piliers des démocraties modernes.»

«L'un des problèmes fondamentaux, c'est l'économie temporelle



dans laquelle les journalistes font leur travail. Une info, pour survivre aujourd'hui, doit être courte, ce qui limite la possibilité de lecture plus longue, de travaux fournis approfondis», complète Jeremy Hamers. «Néanmoins, estimer que la presse devrait cesser d'être un produit commercial est une erreur: elle s'est toujours inscrite dans une économie de marché. En revanche, on peut mettre un petit grain de sable en refinançant la presse d'information pour réguler un marché qui affecte aujourd'hui la qualité de la production de nombreux organes médiatiques généralistes.»



Bien qu'il fasse les mêmes constats, Bruno Frère estime que le contexte ne dispense pas la presse de faire son examen de conscience: «Les médias se sont toujours prévalus d'une posture objective et d'une certaine supériorité. Ils prétendent apporter un point de vue détaché sur les choses, sans jugement. Mais c'est une erreur: la neutralité pure n'existe pas. La question du vocabulaire est importante, tout comme le choix des interlocuteurs. Même en se montrant le plus objectif possible, on adopte toujours une certaine posture.»

Certaines rédactions, comme la RTBF qui à travers son émission *Inside* explique et décrypte les choix

éditoriaux, cherchent à rétablir cette confiance et à porter à la connaissance du public les réalités du métier de journaliste. Mais de telles initiatives restent assez marginales dans le paysage médiatique.

Néanmoins, le philosophe d'ULiège voit dans cette crise de foi l'occasion pour le citoyen de s'inscrire dans une démarche active de recherche de l'information. «Au nom de cette défiance –“je ne suis pas un mouton”–, on dit des bêtises incroyables. Mais ça donne aussi des choses très intéressantes. Comme la manière dont on s'est intéressé au fait que l'État belge a coupé dans les soins de santé et comment cela remet en question le néolibéralisme.» ✦

Les mouvements victimaire minent-ils l'antiracisme traditionnel ?

Le mouvement «woke», né dans l'antiracisme nord-américain il y a trois siècles, touche en fait la planète entière, dans la foulée du mouvement #MeToo et des récentes mobilisations à la suite de l'affaire George Floyd. Comment des combats contre les violences faites aux femmes et contre les violences policières envers les Afro-Américains peuvent-ils aboutir à du «racisme à l'envers» ?

Par Frédéric Soumois
Journaliste

Le professeur Bret Weinstein enseigne à l'Université d'Evergreen aux États-Unis. Ou plutôt, il y enseignait. «Tant qu'on n'affronte pas la gauche *woke*, on ignore combien elle est dangereuse», expliquait-il. L'universitaire a dû démissionner de l'université pour avoir osé s'opposer à une journée «anti-Blancs» organisée par des étudiants militants de la gauche raciste. Il avait osé affirmer que l'on fabriquait ainsi du racisme à rebours, au lieu d'affirmer que chaque individu a les mêmes droits et les mêmes devoirs, la conception universaliste née des Lumières.

Il faut se plonger dans l'histoire du mouvement antiraciste pour le comprendre. Les historiens expliquent que si l'antiracisme est très ancien, l'antiracisme militant, lorsque

des gens décident de mener une action pour combattre le préjugé de «race», remonte aux années 1920, dans le sillage de l'affaire Dreyfus. Le militantisme antiraciste est structuré par la lutte contre nazisme et fascisme. Les associations partagent le même paradigme, que l'on qualifierait aujourd'hui d'«universaliste»: la volonté de lutter contre tous les racismes, en intégrant tout le monde. C'est toujours la tonalité des combats autour de Mai 68, et même SOS Racisme, né dans les années 1980, conserve le même unanimisme, même s'il lutte en particulier contre le racisme envers les migrants.

Cause commune ou particulière ?

La mobilisation actuelle adopte, elle, une grille de lecture diffé-

rente, dite «racialisante», avec un militantisme que l'on qualifie de «décolonial». «Des collectifs dénoncent une société qu'ils estiment être intrinsèquement porteuse du racisme. Leur lutte est particulariste ou catégorielle, et certains ne sont pas habilités à porter cette parole. En définissant des "alliés", on sort du combat historique pour l'émancipation générale. On s'éloigne de l'idée de cause commune», explique l'historien Emmanuel Debono dans un entretien au *Monde*. Pour l'expert, les causes de l'émergence de ce militantisme radical sont à trouver dans la montée du Front national ou dans le sentiment de blocage des quartiers populaires qui ne voyaient pas leur sort s'améliorer... «Il y a un moment où la frustration et le fait de constater que les discriminations demeurent un problème au quotidien dans la société deviennent insupportables. Et cela l'est d'autant plus lorsque la République tend à se gargariser avec des discours en faveur de l'égalité. Certains penseurs décoloniaux moquent l'universalisme: un fétiche qui sert à se donner bonne conscience pour ne pas agir.»

Dans ce cadre, les associations traditionnelles de lutte contre le racisme sont accusées d'être restées prisonnières de leur lutte contre le fascisme et de mener un combat institutionnel, proche des autorités. «On les décrit parfois comme les défenseurs d'un "antiracisme moral", manière de dire qu'ils ne saisissent que l'écume du problème», explique Debono.

Ce combat s'est encore radicalisé depuis la mort de George Floyd, un Afro-Américain de 46 ans asphyxié par un policier blanc le 25 mai 2020. En quelques jours, «Black Lives Matter» est devenu un slogan universel, amplifié par les réseaux sociaux, un moyen peu pratiqué par les associations traditionnelles adeptes des grands meetings, des affiches, des tracts. Ces militants plus radicaux estiment le racisme institutionnalisé, dans les habitudes, dans les structures, dans le système. «On ne le voit même plus et la population blanche ignore qu'elle discrimine. Elle dispose d'un "privilège", en vertu d'une identité, forcément définie comme dominante», poursuit l'historien.

Le moteur d'un racisme anti-blanc

C'est là que réside le «saut» logique. Même si les discriminations frappent manifestement selon un critère basé sur des préjugés raciaux (le «délict de sale gueule»), faire sien un principe «racial» dans le combat antiraciste radicalise les positions. Car il est vite instrumentalisé, notamment par l'extrême droite, qui peut brandir le «racisme anti-blanc». Elle entre surtout en percussion avec la conception traditionnelle de la lutte contre le racisme qui se veut un rassemblement et une réconciliation sociétale.

Si les excès même de certaines «racialisations» sont mis en évidence, le mécanisme s'étend au-delà de la couleur de peau pour toucher toutes les catégories d'êtres humains qui ont à souffrir de discriminations liées à un modèle social dominant.



C'est aussi le cas du genre : après Les excès mêmes de certaines «racialisations» et catégorisations genrées sont aussi mis en évidence.

Après que les dossiers de harcèlement sexuel se multiplièrent à Hollywood, déclenchant le mouvement MeToo et une libération de la parole, il y eut par exemple un collectif de cent femmes argumentant pour un «droit à la drague, même maladroit» : «Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle». La tribune publiée dans *Le Monde* clame que «la drague insistante ou maladroit n'est pas un délit, ni la galanterie une agression machiste»

et soutient les hommes «sanctionnés dans l'exercice de leur métier, contraints à la démission, alors qu'ils n'ont eu pour seul tort que d'avoir touché un genou, tenté de voler un baiser, parlé de choses "intimes" lors d'un dîner professionnel ou d'avoir envoyé des messages à connotation sexuelle à une femme chez qui l'attirance n'était pas réciproque». L'historienne Anne Morelli, professeure à l'ULB, figure bien connue du féminisme en Belgique francophone, affirme au contraire que «le libertinage est un droit que nous avons acquis durement, et aujourd'hui, on nous dit qu'il faudrait signer, qu'il faudrait écrire, qu'il faudrait mettre par

écrit son accord si on a des relations sexuelles. Mais alors, ça s'appelle le mariage, et le mariage, depuis cinquante ans, je lutte contre lui parce que c'est une manifestation patriarcale. Je pense que là on a atteint un point de non-retour dans les recommandations qui sont faites à tous les instants pour notre vie privée. C'est un vrai délire, les femmes sont présentées comme de pauvres biches effarouchées. Elles sont toujours les victimes. Mais nous sommes aussi séductrices, nous sommes aussi dragueuses, nous ondulons aussi parfois pour séduire. Le viol est un délit, le viol est un crime. Mais pour le reste, si quelqu'un dit une phrase qui semble trop audacieuse, faut-il le sanctionner? Il y a un retour

du puritanisme aujourd'hui sous forme religieuse ou non religieuse. Le puritanisme de ceux qui veulent réglementer les contacts entre les hommes et les femmes».

L'échec de l'antiracisme traditionnel

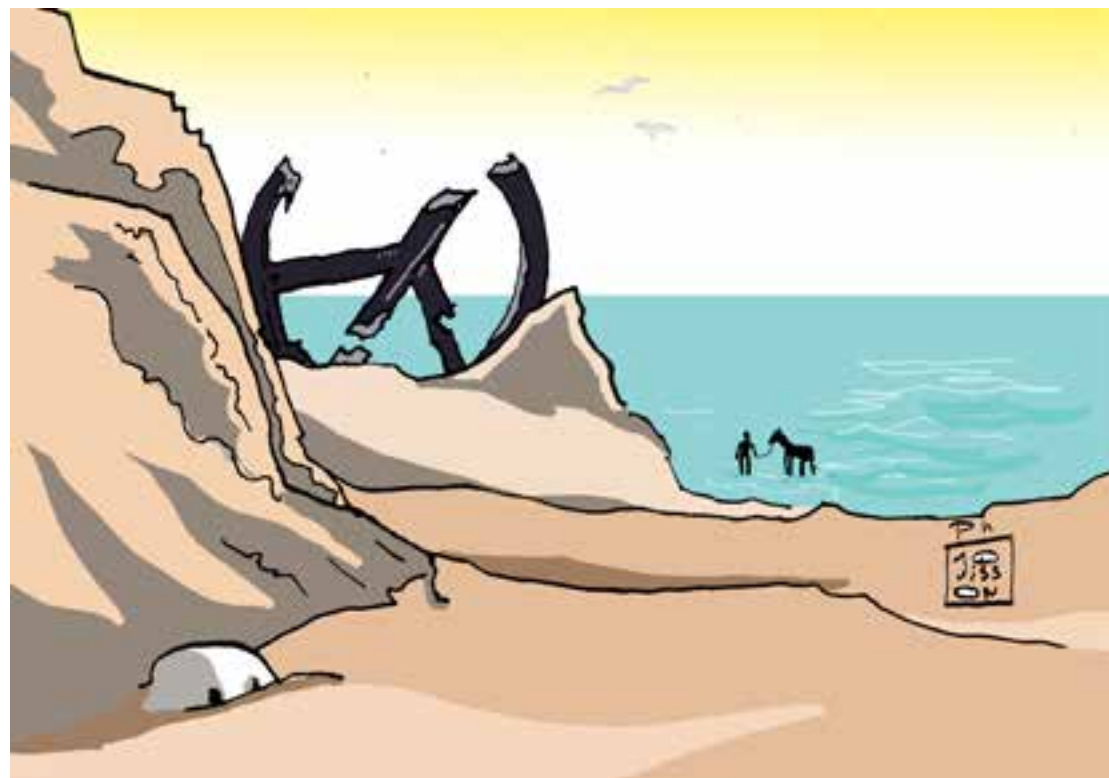
Ces dérives vont-elle miner l'antiracisme traditionnel au point de le mettre en péril? «Cette évolution n'est pas la cause de mon départ comme président du MRAX», témoigne Carlos Crespo, qui a dirigé le mouvement durant cinq ans, «mais j'ai surtout considéré qu'il fallait laisser la place à des forces vives au bout d'un certain temps. Cependant, il est certain que ce

type de réflexion agite le monde de l'antiracisme aujourd'hui. Je reste personnellement un partisan inconditionnel de la thèse universaliste. Mais il faut aussi constater la réalité. Que ce soit à la Révolution française, où l'égalité ne concerne pourtant que certaines classes sociales ou au XIX^e siècle, où l'industrie crée deux classes sociales très distinctes. La bourgeoisie s'érige alors en classe de l'universel, mais l'accès à l'universalité des droits ne se concrétise pas en dehors de ceux qui constituent cette classe. Marx frappe juste en affirmant que la frontière, c'est l'argent et la culture. Même quand on proclame l'universalité des droits. L'historien Étienne Balibar a raison quand il affirme que «la condition d'étranger se définit moins par le passeport que par le statut précaire». Et là, il faut bien constater que le combat antiraciste traditionnel n'a pas réussi à transformer radicalement la société pour supprimer les discriminations à l'embauche, au logement, face à la police et à la justice. Qu'il y ait alors des réunions «non mixtes» de victimes, on peut le comprendre. Elles existent dès les années 1970 dans le combat féministe, par exemple. Mais l'étendre à l'ensemble du combat antiraciste, comme s'il était légitime ou pas de le mener selon sa propre identité «racisée», c'est un pas qu'il ne faut pas franchir, au risque de perdre le socle universaliste du combat, et donc sa légitimité sociale.»

Pour Alexis Deswaef, ancien président de la Ligue des droits humains

et vice-président de la Fédération internationale pour les droits humains (FIDH), c'est pourtant une réaction «qu'il faut entendre. Comme avocat, je défends des gens qui ont été victimes de violences policières et de racisme au quotidien, dans le travail, dans le logement, dans la citoyenneté la plus quotidienne. Il faut dénoncer ce racisme structurel de notre société. Je comprends ces mouvements qui naissent en réaction à la violence de la condition qui leur est faite. Comment ne pas comprendre «Black Lives Matter» quand on voit l'assassinat de George Floyd? Comment ne pas comprendre le désarroi quand j'ai face à moi le père d'Ibrahima, décédé lors de son arrestation à Saint-Josse, et qui me demande pourquoi son fils est mort et que j'ai le sentiment qu'on n'aurait jamais traité mon fils, «blanc», comme on a traité ce jeune homme? Pour l'avoir dit, la police et le procureur général ont déposé plainte contre moi auprès de mon bâtonnier pour «incitation à la violence». Mais incite-t-on à la violence quand on dit la réalité?»

Et si, demain, on dit à Alexis Deswaef qu'il n'a pas sa place dans une manif ou une réunion à cause de la couleur de sa peau? «Je serais attristé et je leur dirais que je pense qu'ils se trompent parce qu'on est plus forts ensemble. Mais qu'il y ait exaspération et réactions disproportionnées de la part de personnes profondément blessées, je pense qu'on peut le comprendre. Je pense qu'à leur place, je serais avec eux.»



Voici venue l'ère de l'identité politisée

Comédien, auteur, danseur et metteur en scène, Sam Touzani a pris la plume pour se saisir de son thème de prédilection : l'identité. Son ouvrage « Dis, c'est quoi l'identité ? » est préfacé par le journaliste français Mohamed Sifaoui. Les deux hommes se disent davantage reliés par leurs convictions universalistes que par leur appartenance au « couscous clan ». L'identité arabo-musulmane, contre laquelle ils disent avoir appris à penser, continue pourtant de les animer. Interview croisée.

Propos recueillis par Clara Van Reeth
Journaliste

Sam Touzani, alors c'est quoi l'identité ? Êtes-vous parvenu dans cet ouvrage à la définir ?

S.T. : Je commence mon livre en disant qu'elle n'est pas définissable. L'identité est mouvante, on croit l'atteindre qu'elle est déjà ailleurs. Je laisse aux scientifiques, sociologues et politologues la tâche de la définir... Moi, je ne suis expert de rien du tout, juste de ma propre expérience. Et je mets celle-ci à distance pour pouvoir l'interroger.

Le thème de l'identité revient comme un leitmotiv dans votre travail artistique depuis vingt-cinq ans. Pourquoi avoir saisi la plume pour le traiter, cette fois-ci ?

S.T. : Le projet est né juste après les attentats de *Charlie Hebdo*. Nadia Geerts, l'éditrice de la collection « Dis, c'est quoi...? », m'a proposé d'écrire

un livre sur l'identité. J'ai tout de suite accepté, car nous partageons une vision assez universaliste du monde, nous luttons contre les replis identitaires. *Dis, c'est quoi l'identité ?* est un dialogue totalement imaginaire, néanmoins empreint de mes expériences au cours des vingt-cinq dernières années. Il est notamment inspiré des débats et rencontres que je propose à la fin de chacun de mes spectacles. En l'occurrence, ici, la jeune Chaïma est outrée après avoir vu l'un de mes spectacles où je mets en scène un défilé de burqas haute couture. Elle ne comprend pas qu'on puisse rire de sa religion. Petit à petit, en 96 pages, la pensée va bouger à travers le dialogue. Nous allons parler sans fausse pudeur, en nommant directement les choses.

Mohamed Sifaoui, vous vous reconnaissez dans la démarche de Sam Touzani de vouloir nommer les choses telles qu'elles sont ?

M.S. : Quand Sam m'a demandé de préfacier son livre, il m'en avait juste donné le thème et j'ai tout de suite accepté. Je connais son engagement et son humour qui permet d'interpeller les consciences de façon plus subtile, de faire réfléchir en faisant rire. Il est toujours difficile de penser contre sa communauté d'origine, à laquelle on est presque confiné de fait et malgré nous. Je partage cela avec lui ; j'ai appris à penser contre moi-même, contre mon groupe naturel, contre une pensée dominante. Je n'ai donc aucun scrupule ni aucun tabou à interroger tous les sujets. Par ailleurs, j'ai également accepté de préfacier cet ouvrage, car je travaille sur la Belgique depuis plusieurs années et je vois une évolution assez inquiétante de l'islam politique en Wallonie et à Bruxelles. Le communautarisme exacerbé et le clientélisme politique (essentiellement des partis de gauche) sont des coups de canif aux idées universalistes et humanistes. Tout cela me choque terriblement et je considère depuis longtemps que la Belgique est sur une pente très dangereuse. En découvrant le texte de Sam, j'ai apprécié son choix d'un dialogue fictif, qui n'en est pas moins très réaliste : on voit, depuis plusieurs années, les jeunes générations nous interpeller sur des choses que l'on pensait acquises. Moi, quand j'avais 20 ans, j'avais une propension naturelle au blasphème, à la contradiction de l'ordre établi...

La subversion, l'esprit rebelle, la quête d'autres identités... Tout cela devrait faire partie intégrante de la jeunesse selon vous ?

M.S. : En général, les conservateurs sont plutôt vieux tandis que les jeunes

sont plus enclins à transgresser l'ordre patriarcal. Mais là, c'est le contraire : non seulement on a de jeunes musulmanes nées en Europe qui adhèrent à une idéologie aux antipodes de ce que leur société d'appartenance leur inculque, mais on voit aussi de jeunes femmes non musulmanes (pas même converties) qui, par solidarité générationnelle, se mettent elles-mêmes à défendre des idées complètement archaïques, en valorisant par exemple le port du voile.

S.T. : Je rejoins tout à fait Mohamed sur la critique qu'il fait de la jeunesse et de la société quant à ce marqueur identitaire. C'est peut-être cela qui m'a poussé à écrire un essai — et pas un roman ou une pièce de théâtre — sur ce sujet : nous sommes entrés dans l'ère identitaire depuis le 11 septembre 2001. Je m'aperçois que cette jeunesse a de plus en plus de mal à faire la différence entre elle et sa communauté. Elle se confond avec sa communauté. Quand je vais dans certaines écoles, il m'est aujourd'hui difficile de parler de la Shoah, voire de la théorie de l'évolution...

Penser par soi-même, cela implique de se connaître : pas toujours facile quand on est jeune et dans une société abreuvée d'informations, de prises de position...

M.S. : La question qui devrait nous interpeller, c'est l'origine de l'échec du communautarisme. Depuis la nuit des temps, quand une personne émigre, sa terre d'accueil l'absorbe — non pas pour l'invisibiliser, mais pour la rajouter à la communauté. Plus les générations passent, plus



L'identité d'origine des descendants va s'atténuer. Mais aujourd'hui, c'est l'inverse qui se produit. Les jeunes immigrés de la deuxième ou troisième génération ont entendu leurs parents (probablement mus par un sentiment de culpabilité de ne pas être retournés vivre au pays) diaboliser leur pays d'accueil et sublimer leur pays d'origine. Or, quand un enfant ou un ado entend deux discours contradictoires à la maison et à l'école, c'est une vraie violence psychologique qui peut nuire à sa construction identitaire. Cela a été, à mon sens, l'un des premiers problèmes ayant vulnérabilisé les jeunes musulmans. Puis, des groupes idéologiques islamistes sont venus leur dire : « Vous n'êtes ni belge ni marocain, vous êtes musulman. » L'islam est devenu une identité de substitution.

S.T. : Le propre de l'identité est de muter, il faut lui donner cette chance.

L'identité n'est pas quelque chose de gravé mais de complexe et d'évolutif : on part de notre micro-identité (moi, ma vie) et on évolue vers la macro (toute l'humanité). Et c'est souvent là que le bât blesse : on accepte le micro mais rarement la macro, on oublie que nous sommes d'abord des êtres humains. Il n'y a qu'une race, c'est la race humaine. Dans mon livre, la jeune Chaïma est en pleine crise identitaire, et il est normal de l'être. On ne peut forger son identité que lorsqu'elle est en crise, sinon on ne la voit pas. Moi aussi, durant toute mon adolescence, on m'a sommé de choisir entre mes deux cultures. Et puis, j'ai réussi à me créer moi-même. C'est le cheminement d'une vie et il n'y a bien sûr pas de recette. Mais la laïcité est l'une des façons d'y arriver, parce qu'elle permet de mettre à distance. Elle nous dit : sois ce que tu es, crois en qui tu veux, c'est de l'ordre de l'intime—, à côté de ça, il

y a une base commune qui s'appelle « société ». C'est la séparation du temporel et du spirituel. Il n'y a pas besoin de faire vingt ans de psychanalyse ou d'être un artiste pour arriver à mettre les choses à distance : n'importe quel citoyen est capable de penser par lui-même et devrait le faire, pour son harmonie personnelle et son harmonie dans le groupe.

Vous parlez d'identité en crise, de repli identitaire ; n'est-ce que le fait, actuellement, de l'identité arabo-musulmane, selon vous ?

M.S. : Oui, c'est l'identité qui est le plus en crise, mais cela ne veut pas dire que les autres ne le sont pas. Ce qui est intéressant, c'est que depuis plusieurs années la crise qui traverse le monde musulman a révélé d'autres crises, dans une sorte de surenchère identitaire. Imaginez un groupe de personnes où tout va bien et puis un jour quelqu'un dit : « Je suis malade. » Ensuite, dans une démarche sincère, mimétique ou compétitive, d'autres vont également affirmer qu'ils sont malades. C'est ce qui s'est passé à l'échelle de la société ; quand des musulmans ont commencé à revendiquer des éléments de leur identité, d'autres groupes se sont mis à faire de même. C'est notamment le cas de l'intégrisme catholique (qui a été ringardisé pendant des années et qui fait son retour) et des nouveaux mouvements populistes. On célèbre, ce mois de septembre, le vingtième anniversaire des attentats du 11 septembre. Il ne faut pas sous-estimer l'impact de ces attentats sur le repli identitaire ; beaucoup ont utilisé la

revendication identitaire de certains musulmans pour rappeler qu'ils avaient, eux aussi, une identité à faire valoir.

Dans cette « ère identitaire » post-11-Septembre, comment parvenir à la réconciliation des identités ? Est-il possible de connaître ses identités, voire de les revendiquer, sans se replier dessus ?

M.S. : Pourquoi la question de l'identité doit-elle nous interpeller ? Non pas parce qu'il faudrait une identité homogène et monolithique : on le sait, les identités sont multiples. Mais, pour reprendre le titre d'un ouvrage bien connu d'Amin Maalouf, il ne faut pas que ces identités deviennent meurtrières. Revendiquer son identité d'origine, en faire l'éloge : pourquoi pas ? Tant que cela ne sous-entend pas une arrière-pensée de fracture de la société et que cela se fait dans un climat de rencontre et d'acceptation. Je n'ai aucun problème avec l'identité, je suis même curieux de découvrir les identités des autres. Mais aujourd'hui, l'identité s'est politisée, elle est devenue une arme de destruction des sociétés.

S.T. : Je prêche pour ma chapelle évidemment, mais je suis pour la primauté de la culture, de l'éducation et des savoirs. Je pense qu'un citoyen bien formé peut soulever des montagnes. Je suis pour la force de l'échange et contre la force de la violence (y compris la violence du dogme). Tant que deux êtres humains continueront à dialoguer, peu important leurs origines, je ne désespérerai pas de l'humanité. 🌱



Sam Touzani et Mohamed Sifaoui, « Dis, c'est quoi l'identité ? », Waterloo, Renaissance du livre, 2021, 96 pages.

Le temps du repli

La vague identitaire qui caractérise la période –notamment dans les sociétés occidentales– interroge l'équilibre, parfois remis en question, entre l'intérêt général et celui de «communautés», qu'elles soient ou non officiellement reconnues dans la vie publique.

Par Philippe Foussier
Correspondant en France

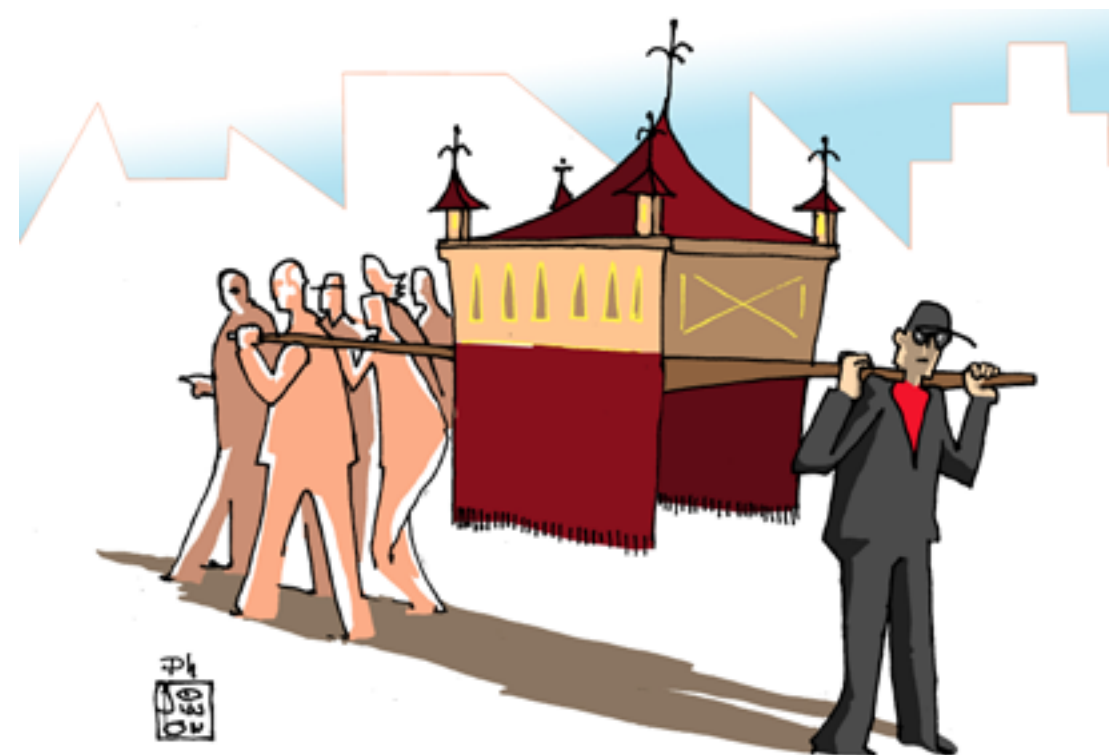
Si on admet avec Nathalie Heinich que l'identité est «un processus plutôt qu'un état»¹ ou avec Amin Maalouf que «l'identité n'est pas donnée une fois pour toutes; elle se construit et se transforme tout au long de l'existence»², pour autant les passions identitaires qui traversent le monde en général et l'Occident en particulier mobilisent surtout une conception figée de l'identité. Figée en ce que les acteurs de cet engouement identitaire, pour se définir, font prioritairement appel à des caractéristiques historiques de leur identité: leurs origines, leurs héritages, qu'ils soient ethniques, socioculturels et religieux ou de l'ordre des préférences sexuelles. Dès lors, par opposition à la singularité, l'identité renvoie infailliblement au groupe, arrime ou assigne l'individu à un collectif auquel il n'a pas choisi d'appartenir.

L'homme et la souche

Si on peut rattacher le concept de singularité³ à l'individualisme des Lumières et à la citoyenneté républicaine découlant de la Déclaration

des droits de l'homme et du citoyen de 1789, celui d'identité renvoie bien davantage à la société d'ordres qui préexistait à ce bouleversement. On sait comment, en 1796, Joseph de Maistre réfuta l'idée qu'il puisse exister un homme «abstrait»: «Il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu dans ma vie des Français, des Italiens, des Russes; je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être persan. Mais quant à l'homme, je déclare ne jamais l'avoir rencontré de ma vie. S'il existe, c'est bien à mon insu.»⁴

Dans cette acception essentialiste de l'homme, réactionnaire même, ce sont ses «racines» qui sont exaltées, sa «souche» pour utiliser un registre lexical en vogue tant dans des mouvances se revendiquant de la droite que de la gauche. Le processus ancien au sein de la gauche américaine, tel que l'a très bien illustré l'universitaire Mark Lilla⁵, fait par exemple de la «race» un concept devenu presque banal dans certains des discours de la gauche européenne. Disqualifié après la



Seconde Guerre mondiale pour des raisons qu'il semble superflu de développer, le terme de «race», identitaire jusqu'au paroxysme, et qui n'était mobilisé que par des cercles d'extrême droite, est désormais celui d'une partie de la gauche.

Une déferlante planétaire

La montée des «communautarismes», notamment religieux, ne peut s'appréhender valablement si elle est dissociée de ce contexte général, qui concerne d'ailleurs plusieurs continents. Les temps sont au repli. Dans l'ouvrage qu'ils ont codirigé, les chercheurs Jérémy Guedj et Anne-Laure Zwilling observent la réalité à l'échelle euro-

péenne: «Pour qu'il y ait communautarisme, il faut des groupes solidement structurés et conscients de l'être, où la partie cède au tout et dont la volonté d'isolement renforce une identité qui rejette d'autant celle de la société extérieure.»⁶ Comme le dit Joseph Macé-Scaron, «jamais la tentation de se construire dans le rejet d'autrui n'a été portée à un tel degré d'incandescence»⁷. Partout dans le monde, les partis qui exaltent les identités, ethniques ou religieuses, ont le vent en poupe. La révolution conservatrice n'a pas fini de produire ses effets, comme le Brésil, les États-Unis de Trump, la Hongrie ou la Pologne l'illustrent, entre autres. Elle est à considérer, au plan international toujours, au

6 Anne-Laure Zwilling et Jérémy Guedj (dir.), *Réalité(s) du communautarisme religieux*, Paris, CNRS, 2020.

7 Joseph Macé-Scaron, *La panique identitaire*, Paris, Grasset, 2014.

1 Nathalie Heinich, *Ce que n'est pas l'identité*, Paris, Gallimard, 2018.

2 Amin Maalouf, *Les identités meurtrières*, Paris, Grasset, 1998.

3 Rachel Khan, *Racée*, Paris, L'Observatoire, 2021.

4 Joseph de Maistre, *Considérations sur la France*, Paris, Bartillat, 2017.

5 Mark Lilla, *La gauche identitaire. L'Amérique en miettes*, Paris, Stock, 2018.

Oui, nous pouvons vivre ensemble!

Les différentes communautés peuvent-elles cohabiter? Ancien CEO devenu enseignant, puis réalisateur, Pierre Pirard croit en un monde multi-identitaire. Et pour montrer la voie des possibles, il a sillonné le monde en quête d'exemples inspirants, réunis dans le documentaire «Nous tous».

Par Sigrid Descamps
Journaliste

À l'heure des replis identitaires, de la progression des groupes d'extrême droite, de la banalisation du racisme... peut-on encore croire en un monde où cohabiteraient en harmonie diverses cultures et religions? Le Belge Pierre Pirard en est convaincu. Cet ancien «grand patron» a, à la quarantaine, quitté le monde des affaires pour l'enseignement. Mû par son envie d'aller vers l'autre, c'est à Molenbeek qu'il va œuvrer. «J'y ai été en contact avec des jeunes Belges issus de l'immigration. Des diamants bruts, qui ne demandaient qu'à être polis.» Une expérience humaine, qu'il relatara dans le livre *Vous n'êtes pas des élèves de merde!* et qui le poussera à fonder Teach for Belgium, qui forme les enseignants à travailler en milieu défavorisé. Mais la découverte de ce nouvel univers s'accompagnera d'un autre constat: «J'ai vécu la réalité des inégalités scolaires. Il subsiste des écarts d'apprentissage énormes entre les milieux favorisés et défavorisés! Et j'ai constaté, impuissant, le fossé de préjugés et d'intolérance qui

s'était creusé entre les communautés: nous vivons sur des îlots qui ne se mélangent pas, ne se parlent pas, ne se connaissent pas!»

De Molenbeek à Palmarin

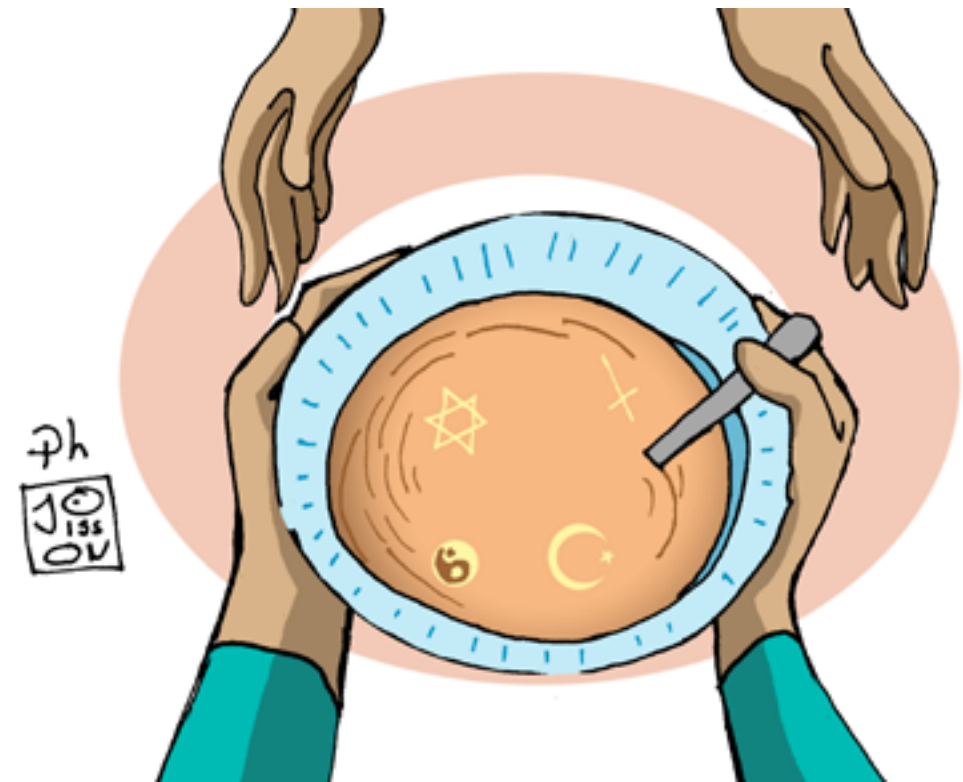
Débute alors une réflexion sur le vivre ensemble, renforcée par ses voyages fréquents au Sénégal, dans le village de Palmarin. «Dans cette région rurale, chrétiens et musulmans ne se distinguent que par le jour de prière: les uns, le dimanche, les autres, le vendredi! Pour le reste, ils font tout ensemble: école, travail, culture, sport, fêtes... Je suis ébahi par la façon dont ils cohabitent. La peur de l'Autre n'existe pas. Comment est-ce possible alors que, chez nous, ça coince?» Tandis qu'il s'interroge survient un autre élément déclencheur: les attentats de mars 2016. «Je me suis retrouvé devant la station Maelbeek, d'où sortaient des personnes blessées, que j'ai aidées. Ce jour-là, j'ai eu peur, je me suis dit "Bon sang, on en est là!" J'ai vu ce dont la haine de l'Autre était

capable! Cela a amplifié mon envie de donner de l'espoir, de montrer que le vivre ensemble est possible.» L'idée de parcourir le monde pour aller à la rencontre de personnes de confessions différentes qui ont choisi de vivre ensemble se précise: le projet *Nous tous* est né.

Cinq pays, huit récits

Autodidacte, Pierre Pirard mettra près de trois ans pour mettre son documentaire en boîte, avec des fonds privés: «J'ai d'abord, durant un an et demi, "tiré sur les fils", effectué des recherches... et ainsi trouvé des témoins dans vingt-cinq pays. Je me suis ensuite limité à six d'entre eux, avec des histoires particulière-

ment inspirantes. Puis, je suis parti en repérage avec le caméraman et ai rencontré cinq à sept personnes par pays. En sont sorties trente et une histoires, parmi lesquelles il m'a fallu faire un choix.» Le film en comptera finalement huit, dans cinq pays, trois qui ont connu des guerres de religion (Indonésie, Liban, Bosnie) et deux qui n'en ont pas connu, mais où se côtoient différentes communautés (États-Unis, Sénégal). Avec, à chaque étape, une place essentielle accordée à la communauté musulmane, «au cœur des questions identitaires qui traversent le monde actuel». *Nous tous* nous emmène en Bosnie, où Nudzejma a fait sauter les barrières via le sport et où Kemal, qui a été torturé par l'armée serbe et qui a perdu



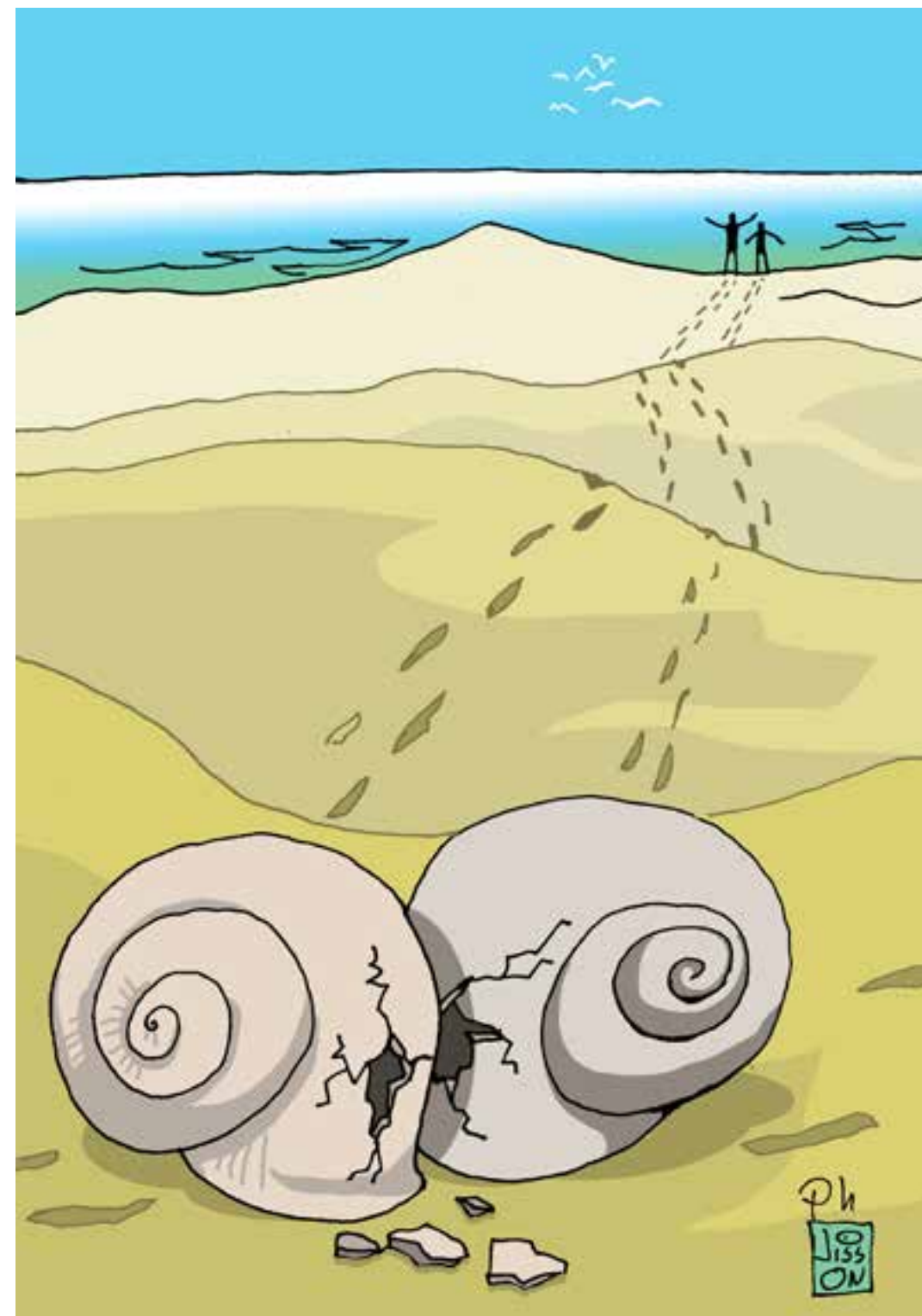
Amin Maalouf pour fil rouge

Les propos de l'écrivain libanais rythment le film. «Je le connaissais et l'admirais au travers de ses écrits, *Les identités meurtrières* et *Le dérèglement du monde*», explique Pierre Pirard. «Il y énonce une analyse forte et objective de l'identité et des défis qui se posent au monde d'aujourd'hui. Il m'a consacré deux heures et demie d'entretien, dont j'utilise –hélas!– seulement quelques extraits.» Le reste pourrait être exploité à l'avenir dans un bonus du DVD.

des proches, délivre aujourd'hui un message de pardon et de paix. Direction le Liban ensuite, où le D^r Jamal, chiite, soigne les réfugiés syriens sunnites, et où Léa, chrétienne, œuvre à la reconstruction de quartiers dévastés et à retisser des liens entre frères ennemis. En Floride, un couple, Rorri et Aarif, nous ouvre la voie. Elle est juive, il est musulman, et ils élèvent leurs enfants dans le respect total des deux religions. À Long Island, une église protestante se mue tantôt en synagogue, tantôt en centre d'étude du Coran. En Indonésie, dans l'archipel des Moluques, marqué par une guerre sanglante entre chrétiens et musulmans entre 1990 et 2004, Jacky travaille avec des enseignants pour mélanger les enfants de communautés différentes et permettre ainsi aux jeunes générations de construire le monde de demain. La boucle s'achève à Palmarin, la petite ville côtière du Sénégal chère au réalisateur.

Faire bouger les lignes

Par le biais de ces témoignages, le film va volontairement à contre-courant de ce qui est habituellement relayé: «On me qualifiera d'utopiste ou de naïf, mais je n'invente rien: ce que je montre fait partie de la réalité. J'ai emprunté une voie narrative différente de celle des médias, qui optent trop souvent pour un discours axé sur la peur. C'est un film résolument optimiste, qui va à la rencontre de femmes et d'hommes qui sont parvenus à créer des espaces de rencontre, de dialogue, de vie... Je dévoile ce que pourraient être les ingrédients qui nous permettraient de dépasser le "vivre ensemble" pour le "faire ensemble". Mon objectif, c'est de faire bouger les lignes sur la manière dont on perçoit l'Autre.» En particulier, celui ou celle dont les croyances sont différentes des nôtres. «L'ancrage religieux est celui qui pose le réel problème dans notre rapport à l'autre. On se définit tous par rapport à la religion. Même quand on se dit athée ou agnostique, on se positionne par rapport à elle. En Belgique, par exemple, nous sommes pétris de valeurs judéo-chrétiennes, éduqués avec les notions de bien et de mal. Qu'on le veuille ou pas, cette relation est clivante par rapport aux autres religions. Le film se veut un message d'espoir, mais il montre également que l'on est dans une course pour la paix, et ce n'est pas gagné. L'équilibre est fragile et il tient à peu de choses. Si en sortant de la projection les gens s'interrogent sur le pas qu'ils peuvent faire pour aller vers l'autre, ce sera gagné!»



«Nous tous»
Documentaire de
Pierre Pirard
2020 • BE • 91'
En salle

La psychopédagogie au service de l'économie de la connaissance ?¹

De Platon à Marx, aucun penseur de la transformation sociale n'a ignoré le problème de la formation individuelle, de l'éducation au sens large («paideia», «Bildung»). Or –Cornelius Castoriadis l'a montré–, envisager la question de l'éducation dans cette perspective spécifiquement politique, c'est désigner un paradoxe, un cercle, mais aussi le lieu de sa résolution.

Par Thomas Bolmain
Enseignant, docteur en philosophie et
secrétaire de rédaction de «Dérivations»

1 Le présent article se base sur une expérience personnelle effectuée à l'Université de Liège lors de l'année académique 2019-2020 : on vérifiera son bien-fondé en consultant les syllabi idoines.

2 Castoriadis commente la troisième des *Thèses sur Feuerbach* de Marx (1845) –qui pose la question «Qui éduquera les éducateurs?»– notamment dans «Héritage et révolution» et «Psyché et éducation», tous deux repris dans *Figures du pensable*, Paris, Seuil, 1999.

Si l'on admet que les individus sont produits par les circonstances sociales et que la transformation de celles-ci est de leur seul ressort, il reste encore à comprendre comment des circonstances aliénantes peuvent produire des individus soucieux d'émancipation, d'autonomie. Selon Castoriadis, il y a là un cercle que l'éducation, précisément, permet d'assumer comme tel : seule une société autonome peut former des individus autonomes et il est dès lors nécessaire que les institutions qui les éduquent –surtout celles assurant l'éducation des individus au sens étroit– encouragent la critique et l'autonomie².

La question de Marx, «Qui éduque les éducateurs?», obtient donc une réponse simple –c'est toujours la structure matérielle et idéologique de la société considérée–, mais elle entraîne une conséquence décisive : sans une critique

consciente de cette structure, les institutions sociales concourent fatalement à sa reproduction. Pour sortir de ce cercle vicieux et ouvrir celui, vertueux, décrit par Castoriadis, il faut donc que les individus concernés –et cela se fait en général à l'occasion d'une crise institutionnelle : on pense à Mai 68– osent mettre en question le cadre social qui les construit ainsi que l'idéologie qui, en naturalisant ce cadre, le justifie.

Vers l'agrégation

Il y a deux ans, à la suite d'un parcours universitaire à l'allure de cul-de-sac, j'ai tenté d'obtenir un diplôme d'agrégation. Certes, je savais d'expérience qu'en dépit de ses objectifs, l'enseignement secondaire était pour l'essentiel, et pour des raisons structurelles, un instrument de reproduction sociale. Si certains enseignants transmettent le

goût de la liberté et de la critique, ils officient au sein d'une institution dont la finalité réelle est la création d'une main-d'œuvre adaptée aux exigences du marché du travail et, plus largement, du mode de production capitaliste : on vise l'égalité des chances à la condition d'entériner les inégalités dont celui-ci a vitalement besoin. Le constat ancien de Bourdieu et Passeron³ n'a pas été invalidé par la mise en pratique de pédagogies nouvelles, plus douces, parfois inspirées de leurs travaux : la reproduction de notre formation sociale impliquait simplement la création d'un autre type de main-d'œuvre, on y reviendra. Quoi qu'il en soit, même informé, c'est avec curiosité que j'abordais ce nouveau continent universitaire, le seul, du reste, où s'observent *in vivo* ceux dont la mission est d'éduquer les éducateurs.

Le plat de résistance du programme commun s'articule autour d'un cours de didactique dite générale : comme d'autres cours, présentés en accompagnement, celui-ci a été créé au sein de la faculté de psychologie, au département des sciences de l'éducation, par des psychopédagogues. Je n'ignorais pas que la psychopédagogie, qui est une discipline à prétention scientifique, se situe aux carrefours d'autres disciplines, la psychologie (sociale et cognitive) et la didactique ; assez vite, je constaterai que le département de psychopédagogie que je fréquente bénéficie de locaux nombreux et spacieux, et d'une cohorte d'assistants ; j'observerai enfin que le discours psychopédagogique a pour ambition explicite de se tenir au-delà de toute idéologie particulière : il est,

disons, «orienté résultat» plutôt que «réflexion critique» –et cela suffit peut-être à expliquer son succès institutionnel.

Retour forcé en enfance

Du point de vue de l'organisation des cours, ce qui frappe d'emblée, c'est la volonté de faire passer à l'étudiant le goût de l'autonomie éventuellement acquis lors de son précédent parcours. La présence est obligatoire et dûment relevée, l'absence sanctionnée, la participation encouragée, le travail à domicile apprécié : si l'Université est traditionnellement, au moins dans la classe bourgeoise, l'occasion du passage à l'âge adulte, l'agrégation est celle du retour à l'enfance. Surtout, il faudra rapidement admettre que ce qui relève du «contenu», des savoirs acquis, a ici peu de valeur. Ce qui importe plutôt, c'est d'imposer une expérience au futur enseignant, celle, précisément, que feront ses futurs élèves : l'agréatif doit devenir une surface plane et molle, susceptible de s'adapter à toutes les situations. On est donc invité à adopter la conduite de l'«apprenant», de l'individu disposé à «apprendre à apprendre». Et peu importe le contenu de l'apprentissage, ce sont bien des savoir-faire (ludiques et interchangeables) et des savoir-être (la docilité, à laquelle contribue la pratique fétichisée de l'auto-évaluation) qu'il importe d'intérioriser.

Telles sont les deux ruptures introduites par la psychopédagogie, et elles concernent les deux seuls éléments valables de la formation universitaire : l'incorporation de savoirs consistants et la gestion autonome du temps. Au

3 Les ouvrages classiques de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron sont *Les Héritiers* et *La Reproduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1964 et 1970.



© Lilian Cazabet/Hans Lucas/AFP

La psychopédagogie est structurellement au service de l'ordre dominant.

vrai, l'aptitude à intégrer des savoirs complexes et à vaquer librement nourrit l'esprit critique et forme au métier d'homme; elle ne satisfait en revanche pas les besoins actuels du marché du travail, qui encourage plutôt l'adaptation cognitive et la servilité intellectuelle. Insister sur ce point, qui paraîtra superficiel, c'est en fait déjà suggérer la finalité réelle de la «psychopéda» dès lors qu'on la rapporte à des enjeux globaux, sociaux, politiques, épistémologiques. On sera alors moins surpris de voir que les cours d'agrégation ne proposent aucune mise en question sérieuse, ni du statut épistémologique de la psychopédagogie ni de sa fonction sociale et politique –pas d'autocritique donc, ni, par suite, de critique du monde où elle prospère.

Lacunes et absence d'autocritique

Il serait faux de dire que le cours de didactique générale ne propose nulle

vue historique sur la discipline; et il serait exagéré d'affirmer qu'il reprend à son compte l'idée que l'enseignement, conformément à l'approche par compétence aujourd'hui dominante⁴, doit s'identifier sans reste à l'«apprentissage». Des éléments historiques sont donnés, çà et là, et l'approche par compétence fait l'objet d'une approbation nuancée. Mais cela demeure bien pauvre, insuffisant. En effet, et c'est ma thèse, tout savoir, même historique et critique, s'il ne s'engage pas consciemment dans la voie de la critique de l'idéologie dominante, contribue à reproduire les structures matérielles et cognitives au fondement de la société –société que l'on sait inégalitaire et, pour une part, aliénée. Inversement, former des éducateurs par et à la critique et l'autocritique des formes de la domination, y compris celles qui ont cours chez les spécialistes de l'éducation, est une manière d'éduquer à l'autonomie. En

l'espèce, les cours auraient dû être l'occasion d'approfondir un double constat.

D'une part, la psychopédagogie est structurellement au service de l'ordre dominant. Elle consiste en effet à former les maîtres capables de former les travailleurs utiles au développement du capitalisme européen tel qu'il a été défini, au début des années 2000, par la stratégie dite de Lisbonne. Dans un cadre économique pour partie post-industriel, miser sur l'apprentissage des compétences plutôt que sur l'enseignement du savoir, c'est satisfaire les intérêts d'un marché du travail dérégularisé, où la connaissance est devenue matière première, un marché par ailleurs duel, inégalitaire, mobilisant une main-d'œuvre soit peu qualifiée, manipulant des informations simples, soit hautement qualifiée, capable de «créativité» et d'«innovation», mais toujours infiniment flexible et désireuse d'engranger de nouveaux «savoir-faire» sur fond d'un «savoir-être» docile qui, lui, ne varie pas.

D'autre part, en réfléchissant à son statut épistémologique, la psychopédagogie aurait pu appliquer à son propre cas la critique que la tradition philosophique française, de Sartre à Foucault, opposait en son temps à la psychologie: discours à l'objet incertain, le comportement psychique de l'homme, dont elle ne sait s'il doit être réduit à l'animal (de laboratoire) ou haussé au statut de machine (intelligente), la psychologie, incapable d'interroger ses présupposés, se voue à importer sans critique l'image et

l'usage socialement dominants de l'homme –un outil, une machine animale– et, plus concrètement, à mettre les données qu'elle collecte au service des logiques profondes, politiques (normalisation) et économiques (rentabilité), qui la structurent.

Georges Canguilhem remarquait qu'en l'absence d'autocritique, la psychologie était destinée à demeurer une idéologie: en ne voulant être qu'«un instrument sans savoir de qui ou de quoi il est l'instrument», le psychologue devient l'instrument des intérêts dominants –il contribue à mettre l'homme «à sa place, à sa tâche»⁵. Cela vaut pour le psychopédagogue actuel: au défaut d'autocritique épistémologique répond celui d'autocritique relative au rôle social et politique de la discipline. Il y a là un cercle vicieux, le cercle de l'idéologie. Pour Marx, c'est la «pratique révolutionnaire» qui brise ce cercle, la coïncidence de la transformation des circonstances et de la transformation des hommes: les hommes se forment à l'autonomie et l'expérimentent dans des actes qui les éduquent en retour. En l'absence d'un tel cercle pratique, vertueux, on peut seulement espérer que des éducateurs, ou des institutions d'enseignement, osent faire un pas en dehors, mettent en question le statut de leur discipline, leur rôle social, et les bénéfices matériels et symboliques qu'ils en obtiennent.

Pour ma part, Covid «aidant», le courage a manqué, et je n'ai jamais présenté les examens de seconde session: le cul-de-sac universitaire donnait en fait sur une impasse. 🌿

⁵ La critique philosophique de la psychologie, des premiers travaux phénoménologiques de Sartre au livre de Foucault *Les Mots et les Choses* (Gallimard, 1966), trouve son aboutissement dans l'article cité de Canguilhem «Qu'est-ce que la psychologie?», repris dans *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 1968.

⁴ La critique de l'approche par compétence dans son rapport à l'économie de la connaissance est menée à bien depuis vingt ans par l'Aped (Appel pour une école démocratique), dont on consultera le site www.skolo.org.

Les mœurs évoluent, et la loi ?

La réforme du Code pénal sexuel est annoncée comme une adaptation nécessaire à l'esprit du temps et une étape importante dans la lutte contre les violences sexuelles. Mais le projet de loi n'offre pas l'avancée promise : il constitue même un retour en arrière sur de trop nombreux points.

Par Justine Bolssens et Anaïs Pire
Déléguées « Étude & Stratégie » - CAL/COM

Adopté en 1867, notre Code pénal est désuet à deux titres. D'abord, en ce qui concerne ses principes, car il témoigne encore de l'esprit de son siècle d'adoption. Ainsi, les crimes et délits en matière sexuelle ne sont pas envisagés comme une forme d'atteinte aux personnes, mais bien comme une offense à « l'ordre des familles et [à] la moralité publique ». Ensuite, les modifications successives dont il a fait l'objet au cours de sa longue existence l'ont rendu pratiquement illisible, tant pour les justiciables que pour les experts du droit, et particulièrement difficile à mettre en œuvre.

Afin de remédier à ces difficultés, le ministre de la Justice Koen Geens a nommé en 2015 une Commission de réforme, chargée de remettre un projet de nouveau Code pénal. Celui-ci a été finalisé quelques années plus tard, mais, à la suite des nombreuses modifications, la Commission a démissionné, considérant que ces dernières sont incompatibles avec l'esprit de ses travaux. Dans sa note de politique générale du 4 novembre 2020, Vincent Van Quic-

kenborne, le ministre de la Justice qui a succédé à Koen Geens, a réaffirmé sa volonté de réformer le droit pénal. Pour lutter contre les crimes sexuels, priorité désignée du gouvernement, celui-ci a décidé de réécrire séparément le droit pénal sexuel, pour que cette réforme entre en vigueur rapidement. Cette dernière s'appuie en partie sur le projet de la Commission de réforme et a été déposée à la Chambre des représentants le 19 juillet dernier.

Un vrai écho aux changements de mentalités ?

Le projet de réforme entend rompre avec les principes du Code pénal actuel, afin de répondre aux changements des mentalités quant aux infractions sexuelles. En effet, il ne s'agit plus de protéger « l'ordre des familles », mais bien le droit à l'intégrité et à l'autodétermination sexuelles des individus. Dans cette perspective, le consentement devient central et est envisagé de manière plus large et selon une conception « positive » : le consentement

doit être libre, il peut être retiré à tout moment et il ne peut être déduit d'une absence de résistance de la victime.

Le projet de réforme fixe la majorité sexuelle à 16 ans, c'est-à-dire qu'avant cet âge, tous les actes à caractère sexuel seront considérés comme des infractions. En effet, il considère qu'en dessous de 16 ans, le ou la mineur.e ne peut pas consentir valablement. Ce seuil connaît deux types de tempéraments¹. D'une part, les mineur.e.s entre 14 et 16 ans peuvent consentir si leur différence d'âge avec l'autre personne ne dépasse pas deux ans. D'autre part, les moins de 18 ans ne peuvent pas consentir en cas d'inceste ou si l'autre personne est dans une situation de confiance, d'autorité ou d'influence.

Les seuils d'âge dans le Code pénal actuel prêtent à confusion : tous les actes à caractère sexuel avant 14 ans sont considérés comme des viols, et tous ceux avant 16 ans sont considérés comme des attentats à la pudeur, sans tenir compte de l'acte en tant que tel (avec ou sans pénétration sexuelle). Le projet remédie à cette situation incohérente, mais le raisonnement s'éloigne de la proposition de la commission d'expert.e.s et des études mentionnées par le Conseil d'État qui plaident pour une présomption de non-consentement avant 14 ans (avec certaines restrictions au-delà). En outre, l'exposé des motifs ne s'explique pas de sa décision de s'éloigner du projet de la Commission d'expert.e.s, qui prévoyait un tempérament à la majorité sexuelle. En effet, un.e mineur.e entre 14 et 16 ans ne pouvait pas consentir si la différence d'âge avec l'autre personne excédait cinq ans,

alors que le projet prévoit une différence d'âge de deux ans.

Par ces choix, le projet de loi ne semble pas reconnaître l'autonomie sexuelle des adolescent.e.s. Bien sûr, la majorité sexuelle n'implique pas que les abus commis sur des personnes ayant atteint cet âge ne seraient pas poursuivis : le consentement est déterminant dans toutes les situations, et en son absence, il s'agira d'une infraction, sans égard à l'âge de la victime. En augmentant l'âge de la majorité sexuelle, le projet de loi risque d'entraîner une répression pénale des relations qui seraient consensuelles pour les mineurs, mais qui ne plairaient pas à leurs parents, par exemple. Cela pourrait porter atteinte à l'autodétermination de chacun.e, que le législateur entend justement protéger.

De la même façon, la référence à la moralité est maintenue. La notion de « bonnes mœurs » ne disparaît pas des termes de la loi, alors qu'il s'agit d'une idée qui renvoie à la morale publique plutôt qu'aux droits des individus. Le projet ne laisse pas de place à l'appréciation des personnes sur ce qui constitue une atteinte à leur intégrité sexuelle, car le caractère sexuel d'un acte est déterminé par ce qu'une « personne raisonnable » peut considérer comme tel. Si l'on comprend que la seule subjectivité de la victime ne peut pas créer l'infraction, car dans ce cas l'application de la loi serait incertaine, l'attention à l'intégrité sexuelle des personnes est pourtant limitée par cette circonstance. Le changement de paradigme en ce qui concerne les infractions sexuelles est donc relatif.

¹ Limitation, atténuation ou assouplissement d'une loi ou d'une norme. C'est une interprétation moins stricte d'une disposition légale généralement inapplicable dans la pratique à cause de sa rigueur et de son inflexibilité. NDLR.

Une véritable compréhension de la problématique ?

Ce projet de réforme ne semble pas non plus en mesure de répondre au constat que la majorité des victimes d'infractions sexuelles sont des femmes, et la majorité des auteurs sont des hommes. Si la loi pénale doit être formulée de manière neutre – y compris en ce qui concerne le genre –, il convient d'œuvrer à une meilleure prise en charge de cette forme de violence, qui témoigne encore des inégalités auxquelles sont confrontées les femmes. À l'heure actuelle, on parle d'égalité formelle et non réelle, car l'application du droit de manière indifférenciée préserve les inégalités de genre plutôt que de s'en affranchir. Une approche globale et multidisciplinaire est nécessaire pour remédier à ces inégalités, jusque dans la répression des infractions sexuelles.

Le problème réside le plus souvent dans la preuve de l'infraction, qui peut être difficile à rapporter par la victime ou la police. Le projet de réforme n'envisage pas de solution sur cette question pourtant déterminante. Si la loi ne parvient pas à modifier fondamentalement la charge de la preuve, il faut prendre en considération d'autres pistes pour remédier à ces difficultés, notamment par le biais de la prévention et de la formation des acteurs de la chaîne judiciaire.

Une répression à tout prix ?

Lors de ses travaux, la Commission avait mené une véritable réflexion sur la place de la peine d'emprisonnement dans la répression. Mais puisque le gouvernement souhaite l'entrée en vigueur

de la réforme du droit pénal sexuel avant la réforme globale du Code pénal, il a fallu revenir au système actuel, caractérisé par un recours à des peines toujours plus lourdes et plus longues. Rappelons que le fait que l'emprisonnement reste une peine de base et que l'on élargisse son champ d'application a poussé les expert.e.s de la Commission à démissionner. En plus de son apparente inefficacité, ce système s'éloigne des objectifs annoncés de la prison : la réparation aux victimes, la réhabilitation des condamné.e.s et la préparation de la réinsertion dans la société libre. En effet, la récidive est un réel problème en Belgique, puisqu'on estime à 57 % le taux de personnes condamnées une première fois qui ont récidivé. La réforme ne semble que très peu en tenir compte alors que ces chiffres démontrent la nécessité de repenser le système pénal et l'outil répressif afin qu'ils remplissent leurs objectifs.

L'ampleur de la réforme appelle à la prudence. De nombreuses problématiques y sont traitées, telles que la reconnaissance de l'inceste dans la loi ou la légalisation de la prostitution. La lutte contre la violence sexuelle doit faire l'objet d'une législation claire et effective. Or, les répercussions de ce projet de loi sur la pratique judiciaire semblent encore difficiles à cerner. L'application de la loi doit faire l'objet d'une attention particulière. La prise en charge des infractions sexuelles doit ainsi passer par une approche globale, notamment par des mécanismes de prévention, de formation des acteurs et un financement à la hauteur de la priorité que le gouvernement entend y attacher. 🌱

La « nature », une idée qui évolue au fil des civilisations¹

On a souvent tendance à opposer la diversité des cultures, fruit de l'interminable imagination créatrice de l'humanité, à « la » nature, qui serait une réalité univoque et objective. Toutefois, l'idée même de nature varie dans le temps et l'espace, et ces variations conditionnent notre rapport au monde.

Par Fabrice Flipo, professeur en philosophie sociale et politique, épistémologie et histoire des sciences et techniques - Institut Mines-Télécom Business School et Frédéric Ducarme, docteur en écologie, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)

Disons d'abord que les différentes cultures n'envisagent pas la nature de la même manière² : si l'on traduit le mot européen d'origine latine « nature » dans d'autres langues du monde, ses prétendus équivalents – *zì rán* en chinois, *tabî'a* en arabe, *prakṛti* en hindi... – sont tous porteurs d'un bagage étymologique, sémantique, culturel et philosophique qui en fait des concepts bien distincts. Ainsi, la traduction donne l'illusion d'une correspondance là où il n'y a en fait qu'une analogie plus ou moins vague. Au sein d'une même culture, les concepts évoluent au cours du temps et des écoles de pensée ; ce que l'on nomme aujourd'hui « nature » en se prévalant d'Aristote, Descartes ou Darwin, n'a plus vraiment de rapport avec ce que ces

auteurs entendaient par ce mot³. Il y a donc bien des manières d'appréhender la nature. Quelles sont les implications politiques de cette pluralité ?

Les humains d'un côté, la nature de l'autre

Dans cette diversité, une représentation particulière de la nature est aujourd'hui souvent critiquée – et parfois caricaturée – par toute une génération de penseurs, dans le sillage de Philippe Descola et de Bruno Latour, en passant par la *deep ecology* d'Arne Næss. Il s'agit de la nature vue comme opposée à l'humain (et donc à l'esprit, au politique, à l'histoire), une nature matérielle, passive et radicalement extérieure à nous.

¹ Article initialement publié sur <https://theconversation.com> le 10 mai 2021 et reproduit avec l'autorisation de The Conversation France.

² Frédéric Ducarme, Fabrice Flipo et Denis Couvet, « How the diversity of human concepts of nature affects conservation of biodiversity », mis en ligne sur <https://conbio.onlinelibrary.wiley.com>, 29 septembre 2020.

³ Frédéric Ducarme et Denis Couvet, « What does "nature" mean », mis en ligne sur www.nature.com, 30 janvier 2020.

Cette nature est appelée «naturaliste» ou «moderne» par ces auteurs, car elle semble typiquement occidentale: on l'envisage comme un simple réservoir de matières premières, que l'on vient exploiter ou contempler, mais toujours dans l'idée que les humains et leurs sociétés n'en font pas partie, se développant de leur côté, dans des espaces urbains ou agricoles qui relèveraient exclusivement de la «culture». Mais cette vision est-elle aussi hégémonique qu'on le croit ?

Un processus créatif qui nous embrasse

En fait, l'écrasante majorité des définitions de la nature, qu'on les cherche dans l'histoire occidentale ou dans les autres cultures, tend plutôt à inclure les humains dans la nature, et à voir dans celle-ci un processus créatif qui nous embrasse plutôt qu'un ensemble matériel inerte. C'était d'ailleurs le cas dans la Grèce antique⁴, où la *phusis* est un principe créateur de développement, dont l'humanité fait partie intégrante. On retrouve une idée similaire dans l'étymologie de ses équivalents au sein de nombreuses langues, comme l'hindi *prakṛti* (qui signifie «prolifération»), le slave *priroda* («génération»), le hongrois *természet* («poussée végétale»), ou encore le finnois *luonto* («puissance occulte»). Finalement, seul le terme sémitique *tabi'a* («marque imprimée») exprime explicitement une vision fixiste et passive de la nature, qui semble très liée au monothéisme. Une vision très minoritaire, donc,

mais qui a connu à travers les religions abrahamiques une extraordinaire expansion.

Conserver le «patrimoine» naturel

Cette définition de la nature comme ensemble extérieur et fixe a été historiquement mobilisée dans le cadre de la protection de la nature, calquée au XIX^e siècle sur la protection du patrimoine; on parlait alors souvent de la protection des «monuments naturels», ancêtre du concept de «patrimoine naturel». Dans cette optique, la protection de la nature devait adopter les techniques et buts de la conservation du patrimoine historique: entretenir un objet dans un état déterminé pour empêcher sa dégradation (toute évolution étant perçue comme telle), qu'il s'agisse d'une cathédrale ou d'une montagne.

On trouve cette vision chez les premiers conservationnistes américains de la génération de John Muir (1838-1914), et jusqu'à Aldo Leopold (1887-1948); l'objectif est de limiter les excès de la société industrielle, en la contraignant à laisser quelques espaces dans leur aspect initial tandis que l'exploitation se déchaîne ailleurs. La rapidité avec laquelle les grands espaces de l'Amérique des pionniers disparaissaient alors sous la dent des promoteurs a motivé ces militants à conserver çà et là, en marge de l'exploitation galopante, des «ruines» de ce temps révolu de l'Amérique sauvage, vestiges d'une période mythique bientôt glorifiée dans la



© Biosphoto/Régine Rosenthal

À partir du moment où l'humanité en fait intimement partie, la nature doit-elle être traitée simplement comme un moyen, ou aussi comme une fin en soi, pour reprendre la célèbre formule de Kant ?

littérature –par James Fenimore Cooper notamment– et plus tard le cinéma. La logique est ouvertement la même qu'avec les vestiges antiques de la vieille Europe. Mais c'est aussi une vision qui n'a pratiquement de sens qu'en Amérique, où la colonisation a entraîné une conquête brutale, accompagnée par une idéologie créationniste qui suggère que les paysages sauvages ainsi consommés étaient demeurés intacts depuis l'origine du monde.

Préservationnisme vs conservationnisme

Cette conception d'une nature «mise sous cloche» a largement

triomphé pendant une large partie du XX^e siècle: on appelle ce courant le «préservationnisme», qui cherche à maintenir des zones préservées de toute activité humaine, dans un état qu'on voudrait croire «vierge». Il s'est opposé au «conservationnisme», compris comme usage rationnel et durable des ressources biologiques, en particulier le bois qui demeure jusqu'à la Seconde Guerre mondiale une ressource stratégique. Gifford Pinchot, créateur du US Forest Service, en fut aux États-Unis le symbole. Ce sont donc déjà deux conceptions de la nature, et de sa protection, qui s'affrontent: l'une qui pense la nature pour l'être humain, et une autre qui pense humanité et

⁴ Stéphane Haber et Arnaud Macé (dir.), *Anciens et Modernes par-delà nature et société*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2012.

L'écologie de la réconciliation, à l'instar des cultures non européennes, replace l'humanité au cœur d'une nature parcourue de dynamiques, plutôt que face à un stock inerte comme l'Occident se l'est trop longtemps représentée.

nature comme deux mondes séparés. En Europe, l'analyse que Martin Heidegger propose d'un barrage sur le Rhin, dans *La question de la technique* (1954), confronte également deux conceptions de la nature qui épousent en partie cette dichotomie. La nature – ici, le fleuve – est conçue d'une part comme un processus sauvage doté d'une agence propre et, d'autre part, sous l'angle du barrage, comme un «stock» permettant d'extraire de l'énergie.

Des labos à l'agriculture industrielle

La «nature» comme stock de ressources susceptible d'être réarrangé et réorganisé pour son exploitation se trouve justifiée sur le plan philosophique par Descartes, pour qui la nature existait *partes extra partes*: en partie étrangères les unes aux autres, et inanimées. Descartes défendait d'ailleurs l'idée que les animaux sont analogues à des machines: la nature est pour

les cartésiens un grand mécanisme. C'est encore de cette manière que les sciences de l'ingénieur – et, partant de là, l'industrie – envisagent le monde⁵. De fait, c'est sur la base de ce paradigme qu'elles ont transformé notre milieu de vie.

Cette conception «extractiviste» ou «productiviste» de la nature, vue comme ensemble de ressources inertes à «valoriser», est régulièrement prise à partie par l'écologisme⁶, qui pour sa part cherche à replacer l'humain dans une nature envisagée comme un système complexe et dynamique, dont l'équilibre se trouve menacé par une exploitation aveugle à son fonctionnement subtil.

Si le socialisme s'est fixé pour but de combattre les ravages du paradigme industriel qui traite les humains comme des machines, l'écologisme fait de même avec la nature. Car si la vision productiviste de la nature s'applique superficiellement bien aux ressources inanimées, qui forment l'essentiel de notre contact quotidien avec la nature, sous une forme transformée – plastiques (pétrole), béton (sable, calcaire), métaux (minerais), etc. –, elle s'applique moins bien au vivant, dans la mesure où celui-ci est animé et inclus dans un réseau d'interactions, et ne peut être aisément manipulé sans entraîner des conséquences en chaîne qui dépassent souvent leur instigateur.

Pourtant, l'approche réductionniste (où la vie n'est envisagée que comme

un phénomène physico-chimique), qui est souvent celle des sciences de laboratoire, demeure aussi celle de l'agriculture industrielle, qui peine à penser les conséquences indirectes de ses pratiques dans le temps et l'espace. Cette approche est aussi à l'origine des limites de ce modèle: une agriculture qui extermine la biodiversité et détruit les sols; sols qui, en dépit d'apports d'intrants toujours plus nombreux, finissent par se minéraliser et perdre leur fertilité...

Une nouvelle synthèse

Certains acteurs sociaux, à l'image du réseau de l'agriculture paysanne (FADEAR), sont porteurs d'une autre vision⁷, dans laquelle les vivants (humains ou non) coexistent, coévoluent. Sur le plan des idées, il s'agit de développer une écologie de la réconciliation⁸, qui à l'instar des cultures non européennes replace l'humanité au cœur d'une nature parcourue de dynamiques, plutôt que face à un stock inerte comme l'Occident se l'est trop longtemps représentée.

Loin d'un retour en arrière, l'écologie propose plutôt une nouvelle synthèse. Serge Moscovici, l'un des fondateurs de l'écologisme français, affirmait déjà dans les années 1960 que c'est la vision productiviste de la nature qui a donné naissance à l'écologie scientifique, et non l'inverse. L'écologie scientifique procède en effet en cherchant à mettre la nature en équations, pour la penser non plus comme un ensemble de

stocks, mais comme un système de flux dynamiques en interconnexion permanente. Il estime que toutes les civilisations déterminent des «états de nature» différenciés⁹, ce qui explique que ce qu'elles nomment «nature» ne soit jamais identique; dans la société industrielle, le poulet devient l'oiseau le plus répandu sur terre¹⁰...

À quand la fin de la vision mécaniste?

Ces diverses conceptions de la nature cohabitent ou s'excluent selon les cas, et sont inscrites dans une succession qui suit l'évolution de la société et des défis qui se posent à elle – du point de vue ontologique, le vivant est à la fois vie, chimie et mécanisme. Les raisons de mettre l'un ou l'autre en avant sont épistémiques, mais aussi éthiques: à partir du moment où l'humanité en fait intimement partie, la nature doit-elle être traitée simplement comme un moyen, ou aussi comme une fin en soi, pour reprendre la célèbre formule de Kant? Il est toutefois facile de comprendre pourquoi la définition mécaniste domine: elle reflète la majeure partie de nos interactions quotidiennes avec la nature, et c'est celle qui profite à l'économie industrielle. Mais, on le constate quotidiennement, limiter notre vision du monde à une rationalité économique à court terme ne profite à personne et, en fin de compte, pas même à l'économie... 🌱

7 «Les 10 principes politiques de l'Agriculture paysanne», mis en ligne sur www.agriculturepaysanne.org.

8 Denis Couvet et Frédéric Ducarme, «L'écologie de la réconciliation, du défi biologique au défi social», dans *Revue d'ethnoécologie*, n° 6, 2014, mis en ligne sur <https://journals.openedition.org>.

9 Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature*, Paris, Flammarion, 1977.

10 Carys Bennett et al., «Et l'os de poulet devint le symbole de l'anthropocène», mis en ligne sur <https://theconversation.com>, 30 décembre 2018.

5 Pierre Musso, *La religion industrielle. Monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Paris, Fayard, 2017.

6 Fabrice Flipo, *Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Amsterdam, 2014.

60 Profession : veilleur
des droits humains

63 L'ultra-droite en embuscade

67 Le Juif et l'Arabe,
d'une rive à l'autre

Profession : veilleur des droits humains

«La Cour européenne des droits de l'homme, c'est le poil à gratter de l'Europe»: voici ce que déclarait Françoise Tulkens après y avoir siégé en tant que juge pour la Belgique de 1998 à 2012. Neuf années après elle, c'est Frédéric Krenc qui veille désormais au respect des droits fondamentaux de tou.te.s les Européen.ne.s.

Propos recueillis par Vinciane Colson
Journaliste «Libres, ensemble»
Avec la rédaction

Vous étiez jusqu'il y a peu avocat au barreau de Bruxelles et vous avez pris la relève le 13 septembre dernier, à Strasbourg, en tant que juge belge à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Vous succédez au magistrat néerlandophone Paul Lemmens, à qui Françoise Tulkens avait transmis le flambeau. En septembre 2001, en tant qu'étudiant, vous avez effectué un stage auprès de Françoise Tulkens à Strasbourg. Est-ce ce stage qui vous a donné le goût de la défense des droits humains ?

C'est un stage qui a été très formateur, et je dirais même véritablement fondateur pour moi, parce que j'ai pu suivre Françoise dans son quotidien de juge pendant un mois. Ce fut à la fois très intéressant et enrichissant de voir comment, concrètement, les dossiers sont traités, comment les décisions sont prises, quelle est l'importance de la collégialité, comment se construit, se fabrique une décision. Cela m'a guidé ensuite pour le reste

de mon activité professionnelle au barreau et à l'Université.

Avant d'évoquer avec vous le rôle du juge, pourriez-vous nous présenter la Cour européenne des droits de l'homme ? Quelles sont ses missions principales ?

La CEDH est une juridiction internationale qui est rattachée au Conseil de l'Europe, cette organisation internationale qui s'étend de Lisbonne à Vladivostok et compte quarante-sept États membres –et qui ne doit pas être confondue avec l'Union européenne et ses vingt-sept États membres. La CEDH a été mise en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale afin d'éviter le retour de régimes dictatoriaux et totalitaires. C'est ça, la raison pour laquelle Françoise reprend toujours cette expression que l'on doit à Pierre-Henri Teitgen¹ : il fallait «une conscience qui sonne l'alarme». La mission de la CEDH est de veiller au respect de la Convention européenne des

droits de l'homme. Les États se sont mis autour d'une table, on a fondé un pacte pour l'Europe et la mission de la Cour est de veiller au respect de ce pacte, elle est «la gardienne des promesses» –pour reprendre l'expression d'Antoine Garapon–, des promesses étatiques et démocratiques. Elle ne doit être ni audacieuse ni prudente, elle doit assumer la mission que les États lui ont donnée, en fait. Ce n'est pas une limite à la souveraineté, elle tire vraiment sa légitimité de la souveraineté des États.

Quel est le réel pouvoir d'un juge à la Cour ? Quel est votre rôle ? Est-ce que c'est d'interpréter, justement, cette Convention européenne des droits de l'homme ? De continuer à la faire vivre aussi ?

Il est encore un peu tôt pour que je puisse me prononcer, mais il est vrai que la Cour poursuit en principe deux missions : interpréter et appliquer un texte qui a été adopté en 1950. Quand on parlait de la correspondance, il y a septante ans, on n'imaginait pas le courrier électronique. Il s'agit de faire en sorte que ce texte soit, aujourd'hui, porteur de sens pour les générations actuelles et futures. C'est en faire un instrument vivant. Il ne s'agit pas de réviser un texte, mais de donner la pleine effectivité aux dispositions qui garantissent les droits fondamentaux. C'est la mission du juge ne pas aller ni au-delà ni en dessous de ça.

Aujourd'hui, les atteintes à l'État de droit en Europe sont nombreuses.

Le regard du mentor

Françoise Tulkens connaît bien Frédéric Krenc pour avoir beaucoup travaillé avec lui. Quand on lui demande ce que sont, pour elle, les qualités qui feront de lui un bon juge à la CEDH, elle est contente d'y répondre et ne cache pas son enthousiasme : «Je commencerai par évoquer ses qualités intellectuelles, qui sont évidentes, telles qu'une connaissance de la convention de la Cour vraiment exceptionnelle. On ne devient pas juge sans cela, mais il y a bien d'autres choses aussi. Frédéric a une approche vraiment profonde, solide, documentée, engagée et en même temps souple, ouverte, très calme. Il voit les choses avec distance et intelligence. Je trouve que c'est vraiment essentiel parce que les affaires à la Cour sont à

la fois complexes, difficiles, sur le plan technique, en ce qu'elles mettent en cause des questions morales, éthiques et philosophiques comme la liberté d'expression, la torture, le droit à la vie privée. Il s'agit de questions juridiques, bien sûr, mais ce sont aussi des questions de société. Un bon juge à la CEDH doit cultiver un intérêt profond pour les droits humains et Frédéric n'a pas manqué de le montrer ces vingt années. C'est ça qui fait le juge, il doit être à la fois indépendant et impartial. Et il sait ce que c'est par la profession d'avocat qu'il a exercée pendant des années.» Et l'ancienne juge de conclure : «Ce mélange à la fois d'engagement, de position personnelle et de connaissances est essentiel.»

¹ Juriste, résistant et ministre à de nombreuses reprises dans les gouvernements de la IV^e République française, il a été nommé juge à la CEDH en 1976, NDLR.

Le nouveau juge de la Cour européenne des droits de l'homme, le belge Frédéric Krenc, a presté serment le 13 septembre dernier, devenant ainsi un des gardiens des droits fondamentaux sur le Vieux continent.



© ECHR-CEDH

Défendre cet État de droit, défendre les droits fondamentaux de manière générale, cela vous paraît essentiel et peut-être encore plus essentiel aujourd'hui qu'hier ?

Cela a toujours été essentiel ! L'État de droit est un État dans lequel les autorités sont soumises au droit ; gouvernants comme gouvernés sont assujettis au respect du droit. Il suppose avant tout une justice qui soit forte et indépendante, car c'est cette indépendance qui donne au juge sa légitimité, elle assoit l'autorité des décisions du juge, et surtout elle fonde la confiance du justiciable, qui voit dans cette indépendance une garantie contre l'arbitraire et un gage de l'égalité de traitement. L'indépendance de la justice est tout à fait essentielle et l'est d'autant plus à l'heure où, pour reprendre l'expression de Françoise, les droits de l'homme reviennent à la maison. On essaye de valoriser ce qu'on appelle la subsidiarité, ce qui

signifie que les États sont les premiers garants des droits fondamentaux. C'est une réalité, la Cour n'intervient qu'à un stade ultime, et donc elle exerce un contrôle comme on dit subsidiaire au sens de «secondaire et supplétif». C'est important qu'on ait une justice nationale qui soit forte et indépendante. Cela ne concerne pas uniquement des États comme la Pologne ou la Hongrie, mais bien les quarante-sept États membres du Conseil de l'Europe. ✦

Libres, ensemble

Réécoutez l'intégralité de l'entretien avec Frédéric Krenc et Françoise Tulkens dans l'émission radio du 4 septembre présentée par Vinciane Colson, «Un nouveau juge belge à la Cour européenne des droits de l'homme», en podcast sur www.laicite.be/libres-ensemble

L'ultra-droite en embuscade

Jean-Michel Décugis et Marc Leplongeon sont journalistes, Pauline Guéna est romancière. Ils se sont livrés à une exploration des milieux et des réseaux de l'ultra-droite française. Par petites touches, ils décrivent une nébuleuse dont l'objectif est d'allumer la mèche qui fera exploser la poudrière...

Par Philippe Foussier
Correspondant en France

Le feu couve. C'est le constat de nos trois auteurs. L'extrême droite n'a jamais vraiment disparu du paysage politique français depuis 250 ans, avec néanmoins des périodes plus ou moins fastes. Mais il est vrai que son grand retour à la faveur des urnes dans les années 1980 connaît une confirmation indéniable depuis. Les candidats du Front, devenu Rassemblement national, se sont qualifiés deux fois pour le second tour de l'élection présidentielle à quinze ans d'écart. Les élections régionales ou européennes, où le scrutin proportionnel domine, leur assurent régulièrement des gains de sièges substantiels. Aux dernières élections municipales, en 2020, le Rassemblement national avait également enregistré de nouvelles progressions.

Mais ce n'est pas vraiment de cette extrême droite là, en quête de respectabilité, que les auteurs de *La Poudrière* nous entretiennent. Ils

s'attachent bien plutôt à inventorier les mouvements activistes, les groupuscules entraînés au combat, ceux qui espèrent la guerre civile et s'y préparent, et qui, finalement, ne se préoccupent pas vraiment des élections. Décugis, Guéna et Leplongeon décrivent une ultra-droite française particulièrement multiple par ses références idéologiques ou ses priorités d'action, mais unie par des caractéristiques et une culture communes : «L'ultra-droite est diverse et même divisée. Mais elle se rassemble autour de certaines constantes, qu'on retrouve dans toutes ses composantes et dans tous ses groupuscules, qui sont la crainte et la haine de l'immigration et la détestation de ce qu'ils appellent la globalisation. Ces thèmes sont habilement synthétisés et diffusés sous la forme du "grand remplacement", une théorie popularisée par Renaud Camus, selon laquelle la population "naturelle" européenne est en train d'être remplacée par une popula-



Jean-Michel Décugis, Pauline Guéna et Marc Leplongeon, «La Poudrière», Paris, Grasset, 2020, 240 pages.



© Antoine Kremer/Hans Lucas/AFP

Un manifestant de Génération Identitaire avec une cocarde française.

on l'a vu avec la Manif contre le mariage pour tous ou lors des premiers actes des Gilets jaunes. Certains auraient voulu utiliser de la même façon la lutte contre la GPA ou contre le confinement, mais cela a moins pris», observent les auteurs. Les déclinaisons de l'ultra-droite sont plus variées que jamais, et on trouve parfois de surprenantes connexions entre survivalistes et révisionnistes, skinheads et catholiques intégristes, anti-masques, anti-vaccins et groupes paramilitaires néonazis, royalistes et néofascistes païens...

Filiales européennes

À la lecture de *La Poudrière*, il apparaît que l'ultra-droite semble davantage attendre, espérer ou provoquer la guerre civile que l'avènement du Rassemblement national. Comment pourrait-on qualifier les relations entre le parti dominant de l'extrême droite et les groupuscules plus ou moins organisés qui gravitent dans son orbite idéologique ? «Le Rassemblement national, soucieux de son image, se méfie de certaines personnalités de l'ultra-droite, nous expliquent les auteurs. Yvan Benedetti –porte-parole du PNF et ancien président de l'Œuvre française– a par exemple été exclu par Marine Le Pen en 2011 en raison de son antisémitisme affiché et de son négationnisme. Mais il y a une certaine porosité avec différents groupes, notamment avec Génération identitaire, qui a été dissous en Conseil des ministres récemment. Génération identitaire jouait le rôle

d'école des cadres pour le RN. Philippe Vardon, entre autres, qui a fondé le Bloc identitaire en 2003, est membre du bureau national du RN –qui a d'ailleurs soutenu Génération identitaire avant sa dissolution. Plus généralement, l'ultra-droite a ne serait-ce qu'un rapport de «vote utile» et le RN est son expression électorale naturelle, quelle que soit la diversité d'opinions en son sein.»

Les auteurs évoquent aussi le parti néofasciste italien CasaPound, qui semble pouvoir constituer un modèle pour nombre de petites formations de l'ultra-droite française. Il existe en effet des liens entre l'ultra-droite hexagonale et divers mouvements au plan européen, voire international : «Génération identitaire, qui avait quelques centaines d'adhérents en France –entre 500 et 800, moins que ce qu'ils revendiquent, mais plus que la majorité des groupuscules–, a essaimé à l'étranger et son influence dépasse à la fois le cadre de ses adhérents et les frontières. Elle est organisée dans une dizaine de pays où s'ouvrent des «franchises» avec le même emblème, les mêmes mots d'ordre : Autriche, Allemagne, Royaume-Uni, Italie... Génération identitaire a des filiales dans une dizaine de pays d'Europe», relèvent Décugis, Guéna et Leplongeon.

«La jeunesse européenne ultra se connaît, se fréquente, se rencontre, poursuivent les rédacteurs de *La Poudrière*. De jeunes militants se sont formés lors du conflit en Ukraine, ils voyagent en Ita-

lie, certains sont allés en Syrie, on les retrouve aussi sur les différents théâtres de la crise migratoire, comme à Lesbos où certains étaient présents à Moria, avant qu'un incendie détruise ce camp de réfugiés, le plus grand d'Europe. Aussi bien le RN que les groupuscules d'ultra-droite ont généralement une orientation pro-russe, bien que les choses aient été plus floues en ce qui concerne leur engagement dans la guerre en Ukraine où on les a retrouvés dans les deux camps.»

Ennemis de la République

L'ultra-droite française a aussi su agréger dans plusieurs de ses composantes des officiers généraux à la retraite, d'anciens gendarmes ou d'ex-policiers. Elle compte aussi des relais parmi les représentants des forces de l'ordre en activité, voire chez les hauts fonctionnaires : «Action française se targue de fournir des notes à des préfets et à des directeurs de cabinet et d'être ainsi en lien avec la haute fonction publique. L'organisation terroriste AFO, démantelée en 2018, avait comme numéro deux un membre de l'ambassade de France au Salvador. Plus récemment, des trafiquants d'armes, dont deux étaient fichés, ont été arrêtés par la BRB : l'un était chauffeur au ministère de la Défense, l'autre militaire. Ce sont des militaires qui fournissaient les armes», indiquent les deux journalistes et la romancière.

La Manif pour tous en 2013 puis les Gilets jaunes en 2019 ont constitué



© Valentine Chapuis/AFP

À côté des groupuscule extrémistes, l'extrême droite française incarnée par Marine Le Pen, continue à séduire les électeurs.

pour l'ultra-droite des combats fédérateurs auxquels elle a pu souscrire. Pourra-t-elle en générer elle-même ou ses divisions endémiques entraîneront-elles cette option ? « Pour l'instant, l'ultra-droite paraît trop divisée pour imposer un agenda, elle se contente de réagir en opportuniste – à une loi, à un décret, ou encore à un attentat, remarquent les responsables de l'enquête. Il y avait environ 1 500 personnes pour manifester contre la dissolution de Génération identitaire, cela reste peu. »

La séquence des attentats islamistes de masse de 2015 et de 2016 puis celle des Gilets jaunes en 2019 ont secoué les institutions et rude-

ment mis à l'épreuve la cohésion nationale. Le séparatisme islamiste et la mouvance radicale de l'ultra-gauche, incarnée notamment par les Black Blocs, concourent aussi à la préparation du « grand soir » tant attendu par l'ultra-droite, à savoir la fin de la République. À cet état de fait, les auteurs de *La Poudrière* fournissent la réponse suivante : « Si la question est de savoir si la République a d'autres ennemis que l'ultra-droite, la réponse est évidemment positive. »

Le Juif et l'Arabe, d'une rive à l'autre

C'est sur l'invitation de son editrice qu'elle a décidé d'écrire à la célèbre philosophe Hannah Arendt, voyageant entre le passé, la pensée du xx^e siècle et les défis du présent. L'historienne Sophie Bessis apporte surtout la contradiction sur des points obscurs, voire absents, dans l'œuvre d'Arendt : la vision Orient-Occident, la question palestinienne et l'affrontement des nationalismes.

Propos recueillis par Vinciane Colson
Journaliste « Libres, ensemble »
Avec la rédaction

Vous êtes née à Tunis et avez passé votre vie entre la Tunisie et la France. Historienne et journaliste, vous venez de publier *Je vous écris d'une autre rive : lettre à Hannah Arendt*. Qu'est-ce qui vous a poussée à vous adresser à elle ?

êtes juives toutes les deux et l'exil a marqué vos vies. Dans votre cas, vous êtes juive-arabe, une « particularité » dont elle n'a jamais parlé. Vous lui reprochez cette approche trop centrée sur l'Europe ?

Bien qu'elle soit née en 1906 et morte en 1975, Hannah Arendt parle de notre temps. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai eu envie de lui écrire parce que tous ses textes nous donnent des grilles d'analyse de notre époque. Que ce soit au sujet des conflits comme la question israélo-palestinienne dont elle a beaucoup parlé, sur laquelle elle a rédigé beaucoup d'articles ; que ce soit sur celle de la fin d'un monde et du commencement d'un autre ou que ce soit sur le totalitarisme. On peut prendre dans ses œuvres majeures des outils de travail pour analyser le présent.

Vous avez deux principaux points communs avec Hannah Arendt : vous

Outre nos correspondances, j'ajouterais que la judaïté a marqué nos vies. Nous sommes toutes deux des juives incroyantes, il faut le préciser. La religion n'a pas de place dans nos analyses respectives. Mais cette judaïté – dans des périodes historiques particulièrement tragiques pour Hannah Arendt – fait que des vies personnelles sont tributaires de ce qui se passe dans la grande histoire, l'exil en est un exemple. Hannah Arendt a vécu le « triomphe » du nazisme et a été obligée de quitter son pays, l'Allemagne. Bien qu'elle soit devenue américaine, Hannah Arendt est une intellectuelle européenne. Jusqu'au milieu du xx^e siècle, l'idéologie de la supériorité de la civilisation européenne était générale, à quelques



Sophie Bessis, « Je vous écris d'une autre rive : lettre à Hannah Arendt », Tunis, Elyzad, 2021, 96 pages.



© Emmanuel Dunand/AFP

arabes parce qu'on leur a demandé de s'installer en Israël ?

Le sionisme –le nationalisme juif donc– et le nationalisme arabe sont parfaitement complémentaires. Ils se sont toujours opposés bien évidemment, mais ils partagent une matrice commune, à savoir la création de peuples supposés devoir être homogènes: les Juifs d'un côté, les Arabes de l'autre, avec une peur obsidionale de l'altérité et par conséquent le refus de l'Autre. C'est là qu'Hannah Arendt nous apporte des outils d'analyse extrêmement intéressants dans la mesure où elle a beaucoup étudié les nationalismes, en tant que matrices du totalitarisme. C'était une anti-nationaliste. Cela nous rapproche, car je le suis également. Il faut faire très attention, la confusion est courante entre la lutte de libération nationale –légitime et historiquement nécessaire– et le nationalisme. En tant qu'anti-nationalistes, nous récusons l'idéologie nationaliste, car elle est porteuse d'un refus absolu de l'altérité. D'un côté, le sionisme avait besoin des Juifs orientaux pour construire l'État d'Israël naissant, dans la mesure où le prolétariat juif européen avait été exterminé par les nazis. Et de l'autre côté, à partir des luttes d'indépendance à la fin des années 1940 pour les pays du Moyen-Orient et à la fin des années 1950 pour les pays du Maghreb, le nationalisme arabe a refusé les minorités. La minorité juive –au même titre que d'autres minorités– a été forcée, selon différentes modalités, à quitter les territoires dans lesquels elle vivait depuis des siècles, sinon depuis des millénaires.

Parlez-vous également des Juifs qui ont été forcés de quitter des pays

très rares exceptions près. À l'intérieur de cette idéologie fédératrice des intellectuels, la gauche se caractérisait par un regard plus empathique vis-à-vis des peuples du Sud, mais ils ne contestaient pas pour autant la suprématie de la civilisation occidentale. Hannah Arendt est tributaire de cet *habitus* de pensée. Or, les Juifs d'Orient étaient des Orientaux avant tout. Pourquoi ne l'a-t-elle pas pris en considération? Parce qu'ils faisaient partie de ce vaste Orient, forcément inférieur à la civilisation occidentale. Son analyse globale était visionnaire, beaucoup plus éclairée et éclairante que celles proposées par d'autres personnes de son époque. Mais elle comporte une aporie: la non-prise en compte du judaïsme oriental. Je le lui reproche pour une raison très simple. À partir du moment où l'on essaie d'examiner la question israélo-palestinienne, la question des Juifs d'Orient est une question centrale.

Israël est un pays extrêmement hétérogène en réalité. Les minorités juives sont tout à fait différentes les unes des autres.

Vous citez l'écrivain austro-hongrois Theodor Herzl: « Une nation est un groupe d'individus liés par un ennemi commun. Il faut donc que dans l'imaginaire israélien, l'Arabe d'aujourd'hui remplace l'Européen d'hier comme figure emblématique d'une menace existentielle. » Hannah Arendt appelait cela la « solidarité négative » et elle disait qu'elle était terrifiante. Pouvez-vous nous expliquer en quoi elle est toujours présente de nos jours ?

Hannah Arendt en parlait dans un autre contexte, mais je reprends cette formule parce qu'elle me semble extrêmement éclairante. Que serait l'État d'Israël s'il n'était pas constamment en guerre? C'est un pays extrêmement hétérogène en réalité. Les minorités juives sont tout à fait différentes les unes des autres. Dans la mesure où le sionisme est une idéologie née en Europe, elle a voulu réduire la pluralité juive à l'histoire des Juifs européens. Il ne faut pas oublier que, jusqu'au XIX^e siècle, les Juifs ont été beaucoup plus persécutés en Europe qu'ils ne l'ont été en Orient. L'État d'Israël se caractérise par une société hétérogène avec une pluralité politique et idéologique capitale, et ce qui fait le lien est cet ennemi commun qu'est l'Arabe. Aujourd'hui, l'extrême droite est malheureusement majoritaire en Israël et l'hyper-nationalisme –qu'il soit laïc ou religieux– est un ciment. Ce processus passe parfois par l'extrême valorisation d'un adversaire réel et parfois par la création de toutes pièces d'un ennemi.

Vous êtes sans complaisance envers le nationalisme juif/israélien et le nationalisme palestinien/arabe. S'agit-il là d'un autre point commun avec Hannah Arendt ?

Je parle plus du nationalisme arabe que du nationalisme palestinien. Que les Palestiniens revendiquent les droits qui devraient être les leurs, qu'ils revendiquent leur place et un État à eux relève de la libération nationale et non du nationalisme. Comment va se résoudre la question palestinienne? Bien malin celui qui peut y répondre. Évidemment, il y a la solution des deux États, mais aujourd'hui, la colonisation israélienne de ce qui reste de Palestine est tellement importante qu'on se demande comment la chose pourrait se réaliser. Le nationalisme arabe, en revanche, doit faire l'objet de la même critique que le nationalisme juif parce que l'un comme l'autre sont extrêmement discriminants et excluent l'Autre de leur sphère. Les nationalismes reposent sur l'unicité, alors qu'être un, sans tenir compte de la multiplicité, c'est le contraire de l'humanité. ✿

Libres, ensemble

Réécoutez cette interview dans son intégralité dans l'émission radio du 28 août présentée par Vinciane Colson, «Sophie Blessis et Hannah Arendt: les deux rives d'une pensée anti-nationaliste», en podcast sur www.laicite.be/libres-ensemble.



72 Ce raciste qui sommeille en nous

75 Ne jugeons pas un livre à sa couverture!

Ce raciste qui sommeille en nous

Les allusions, les raccourcis, les amalgames et les petites phrases assassines avaient fini par le bouffer. Pour se préserver de la haine de ceux qui l'ont rangé dans la catégorie des «nuisibles», Ismaël Méziane s'est intéressé aux fondements du racisme et à son ancrage dans notre société. Une expérience, un cheminement et finalement une révélation qu'il raconte dans une bande dessinée à la fois intime et didactique.

Par Ludivine Ponciau
Journaliste

C'est quoi, le racisme ? Comment se propage-t-il et pourquoi est-il si difficile à contrer ? Et moi qui me prétends si ouvert.e et tolérant.e, ne suis-je pas un.e raciste qui s'ignore ? Il existe plusieurs définitions, aussi brèves que limpides, du racisme : une «idéologie fondée sur la croyance qu'il existe une hiérarchie entre les groupes humains, les "races"», dicte le Larousse, ainsi que le «comportement» qui en découle «inspiré par cette idéologie». Dans les relations humaines néanmoins, cette idéologie reste difficile à identifier et à analyser, surtout quand on est personnellement impliqué.

Confronté depuis toujours à un racisme latent, Ismaël Méziane, auteur de bande dessinée¹, a voulu comprendre en profondeur la mécanique de la haine. Pour donner à sa démarche une portée scientifique, il s'est entouré de deux spécialistes de

la question, l'anthropologue généticienne Éveline Heyer, et l'historienne Carole Reynaud-Paligot, les deux commissaires de l'exposition scientifique «Nous et les autres : des préjugés au racisme» présentée au musée de l'Homme à Paris en 2017. De leurs échanges est né *Comment devient-on raciste ?*, un album déambulatoire qui entremêle savoir et émotions fortes. Un exposé didactique qui invite à la réflexion, à l'introspection et à la prise de conscience.

Logique, mais pas forcément vrai

Ce racisme ordinaire, Ismaël Méziane y avait bien sûr déjà goûté, mais de manière indirecte, à travers les médias ou les discours politiques. Après l'assassinat des journalistes de *Charlie Hebdo*, il lui est apparu de manière plus évidente, plus frontale aussi. En tant que musulman, on

attendait de lui qu'il s'explique, qu'il manifeste ouvertement son rejet des attentats. Même pour ses proches, son silence était devenu suspect.

«Après *Charlie Hebdo*, ça a commencé à pénétrer mon cercle d'amis. Ça me touchait de manière plus personnelle. C'était insupportable. Quand j'entendais tous ces raccourcis (sur l'islam et les musulmans), je sentais que le raisonnement était logique, mais pas forcément vrai. J'ai donc entamé une psychanalyse et je me suis intéressé aux travaux d'Éveline Heyer et de Carole Reynaud-Paligot. Je me suis demandé quel était ce cheminement, comment on devenait raciste. C'est ce que j'expose dans l'album que j'ai réalisé : comment se structure la pensée raciste.»

Car le racisme est bel et bien une affaire de petites cases. Il est le résultat de trois processus : la catégorisation, la hiérarchisation et l'essentialisation. La catégorisation est une opération mentale qui permet de réduire la complexité du monde. Les humains classent les individus en fonction de leur apparence, leur religion, leur origine géographique... Ces «catégories» ne sont ni naturelles ni figées : les critères de différenciation varient selon les sociétés et les époques². La hiérarchisation, quant à elle, est liée à l'ethnocentrisme, soit une attitude qui consiste à valoriser les caractéristiques culturelles du groupe auquel on appartient, lequel est pris pour référence afin d'évaluer les autres groupes et d'en tenir les



© Ismaël Méziane

Une BD déambulatoire qui décrypte les rouages pervers du racisme.

caractéristiques pour secondaires, sans forcément leur être hostile³.

C'est lorsque nous effectuons ce classement que nous tombons dans le piège de l'assignation identitaire et que nous renvoyons l'individu à une identité figée en la réduisant à des traits physiques, psychologiques ou culturels censés être ceux de son groupe. Or, formule Ismaël Méziane, «renvoyer un individu à sa communauté réelle ou supposée pour expliquer ou prévoir ses comportements

¹ Il est l'auteur de la série *Nas*, poids plume, parue aux éditions Glénat.

² «Les dix mots pour comprendre», mis en ligne sur <http://nousetlesautres.museedelhomme.fr>.

³ *Ibidem*.

S'il est naturel de catégoriser pour mieux appréhender la complexité du monde, il est capital de ne pas perdre de vue que ces catégories ne sont pas naturelles. Sans quoi on risque de devenir un raciste qui s'ignore...

n'a rien de pertinent, de rationnel ou de scientifique». Enfin, on parle d'essentialisation lorsque l'identité d'un individu se voit réduite à des particularités morales, des aptitudes intellectuelles ou des caractères psychologiques supposés immuables et transmis de génération en génération au sein d'un groupe humain.

Sortir du déni

S'il est naturel de catégoriser pour mieux appréhender la complexité du monde, il est capital de ne pas perdre de vue que ces catégories ne sont pas naturelles, rappelle l'auteur. Sans quoi on risque de devenir un raciste qui s'ignore... «Peut-on être raciste sans s'en rendre compte? Je pense que oui. On peut transférer ses angoisses sur un groupe imaginaire dont la représentation mentale qu'on s'en fait est, elle aussi, imaginaire. Ça permet de trouver un sens à nos peurs et de nous déresponsabiliser. Les trois quarts des personnes qui ont eu des réflexions racistes à mon égard étaient persuadés de

ne pas l'être. L'ethnocentrisme est tellement fort qu'on pense qu'on ne fait que se défendre. Mais il faut être capable de sortir de ce déni. Dès l'instant où on te décrit ce type de comportements et que tu l'identifies, tu deviens capable de le désamorcer. Le principe de communauté, par exemple, est un raisonnement fallacieux et dangereux. Ça nous empêche de voir les particularités. Le racisme, ce n'est pas que la notion de race, c'est aussi tout le raisonnement qui est derrière. On réduit les individus à ce qu'ils ne sont pas. Et on se persuade que si les problèmes ne viennent pas d'un côté, c'est qu'ils viennent forcément de l'autre.»

Un outil contre les préjugés

Comment devient-on raciste? a aussi pour vocation de servir d'outil pédagogique à destination des jeunes, un public que l'auteur rencontre régulièrement et qu'il espère toucher. «Pour moi, le plus important aujourd'hui, ce n'est plus celui qui parle, mais celui qui réceptionne l'information. Le raisonnement permet de désamorcer les catégories et, plus largement, la création des préjugés.»

Identifier les mécanismes de la haine a aussi permis à Ismaël Méziane de mieux s'en protéger, sans y rester indifférent. «Ce livre m'a permis de comprendre dans quoi j'ai été pris, de prendre du recul. Pas d'accepter le racisme, mais de prendre ma responsabilité dans la société. Car le racisme est un problème de société, dont je fais partie.»



Ismaël Méziane, «Comment devient-on raciste?», Bruxelles, Casterman, 2021, 72 pages.

Ne jugeons pas un livre à sa couverture!

«L'Ex-détenu», «L'Enfant dépressif», «L'Alcoolique»... Ce sont les titres secs et abrupts des livres que l'on trouve dans le catalogue de la Bibliothèque vivante constitué progressivement à Bruxelles par La Concertation ASBL – Action culturelle bruxelloise. Ce sont aussi les étiquettes collées à des personnes qui, le temps d'une rencontre de trente minutes, confient les préjugés qu'elles ont subis.

Par Caroline Dunski
Journaliste

À Bruxelles, l'aventure des Bibliothèques vivantes a débuté il y a six ans. Les chargés du projet à La Concertation ASBL se sont formés au sein du réseau Human Library, qui existe depuis vingt ans, pour proposer à leur tour de former les personnes désireuses de devenir des livres vivants. Francesca Magagni explique que «la coordination a constitué un tableau des préjugés et a contacté diverses associations qui travaillent sur ces thématiques pour recruter les futurs livres vivants. Une première rencontre est organisée avec les candidats, puis suivent deux journées d'ateliers. Tout le monde peut en avoir envie, sans être nécessairement prêt.» À ce jour, une vingtaine de livres vivants constituent le catalogue de la Bibliothèque vivante. La coordination organise aussi une formation pour les «bibliothécaires» qui reçoivent les «lecteurs» et «lectrices», et accompagne d'autres structures pour la constitution d'une bibliothèque vivante.

Traiter le livre avec respect

Le titre du livre met une identité en avant, une étiquette bien précise. Cela génère des idées et des attentes face à la personne rencontrée. Pour aller à la rencontre de ses propres préjugés, des règles d'or sont établies. Les livres, tout comme les lecteurs, sont des personnes à traiter avec dignité, respect et courtoisie. Une de ces règles rappelle que le livre partage une partie de son vécu et enjoint le lecteur ou la lectrice à respecter cet acte de confiance, à ne pas divulguer ce qui a été confié et, bien sûr, à ne pas utiliser ces informations pour harceler, forcer, intimider, manipuler, blesser, déshonorer l'autre. Il faudra toujours rendre le livre dans l'état psychologique et physique dans lequel il a été emprunté.

En juillet dernier, les livres de chair et d'os devaient se raconter dans le parc Pierre-Paulus, plus communément appelé «le parc des canards»

La Bibliothèque vivante permet d'aller à la rencontre de ses propres préjugés.



© Caroline Dunski

par les habitants de Saint-Gilles qui le fréquentent. Mais la pluie en avait décidé autrement et c'est donc dans la très belle Maison Pelgrims que la Bibliothèque vivante s'était installée pour l'après-midi. Depuis 2000, cette maison, conçue en 1905 par l'architecte Adolphe Pirenne, abrite le service culturel communal.

Alcoolisme et polytoxicomanie

Alors que deux livres vivants se racontent dans le grand salon, Pierrot s'est installé sur la terrasse, qui offre

une vue verdoyante et calme sur le parc. Avant d'entamer l'histoire de sa vie en sept chapitres, il s'enquiert de la raison qui a poussé le lecteur (ou la lectrice) à choisir le livre de *L'Alcoolique*. «Je parle avec mon cœur, avec mes tripes, confie-t-il. Je lâche tout ce qui a pu être foutu en l'air par ma consommation. J'ai commencé à 16 ans, dans la cantine de l'école militaire, où j'ai bu mes trois premières bières. Dix ans après, quand j'ai dû arrêter, j'en consommais dix fois plus.»

Pierrot poursuit son histoire sans fard ni effets avec, de temps à autre, une

petite pointe de poésie. Il explique comment son supérieur hiérarchique l'a menacé de le virer s'il ne se faisait pas soigner et comment il a brutalement appris de la bouche du neuropsychiatre qu'il était alcoolique, mais aussi polytoxicomane, et que son foie était tellement atteint qu'il avait autant de chances de mourir que de s'en sortir. Jusqu'à l'âge de 26 ans, il était en plein déni et croyait vivre normalement, comme tout le monde. Aux dix verres qu'il buvait quotidiennement, il ajoutait de temps en temps la consommation d'un joint, d'un trip ou d'une ligne de coke. Ses addictions ont éloigné sa famille, fait fuir son épouse et mis un terme à sa liaison amoureuse suivante, et l'ont entraîné dans le chapitre judiciaire qui le voit passer par la case prison. Sa fréquentation des Alcooliques anonymes constitue l'épilogue de l'histoire. Il s'y libère de son obsession pour

la boisson. Aujourd'hui, il est abstinant depuis trente-neuf ans. Il est devenu livre vivant il y a trois ans et demi et ne se lasse pas de raconter son histoire. «Ça permet de transmettre l'idée qu'on s'en sort.»

Une expérience très troublante

Pascal, quant à lui, est lecteur. Gestionnaire du Boson, lieu de programmation théâtrale à Bruxelles, il s'est senti titillé par la démarche. «J'avais envie de faire l'expérience de l'écoute et de l'échange. J'ai rencontré deux livres vivants: *L'Alcoolique* et *L'Ex-détenu*. Je n'avais ni préjugés ni *a priori*, mais j'ai choisi ces livres parce qu'inconsciemment j'ai pu être intéressé par la question. Mon père a été alcoolique et je n'avais jamais eu l'occasion de rencontrer quelqu'un qui en parlait aussi librement. Je trouve l'expérience très troublante. Dans les deux cas, je me suis senti happé par le livre. J'ai été ému par ces deux récits très singuliers et par le dispositif. J'étais troublé que quelqu'un partage des choses pareilles avec moi. Ce que je trouve intéressant aussi, c'est le face-à-face, sans militantisme ni prosélytisme. C'est très troublant d'être là, de voir la personne, de l'écouter et d'être seul à l'écouter. On découvre des destins très compliqués, multifactoriels, mais ce n'est pas théorisé. C'est très factuel et aussi très contextualisé. Et puis, ça renvoie à soi. Il y a des endroits où il y a de l'écho. Parfois dans les détails. Le gros plan sur un détail montre que, quelquefois, ça ne tient pas à grand-chose. Cet événement, cette bonne rencontre font en sorte que quelque chose doit advenir.» 🌱

Livres vivants pour lecteurs et lectrices engagé.e.s

L'Union progressiste des Juifs de Belgique (UPJB) s'associe à la Concertation ASBL pour proposer un atelier du dimanche guidé par la sculptrice et plasticienne Anne Liebhberg. D'octobre 2021 à mai 2022, les livres vivants seront la matière première de l'atelier dans lequel les lecteurs et lectrices engagé.e.s donneront forme à leur pensée en expérimentant des techniques mêlant 2D et 3D. Si l'exposition finale n'est pas à négliger, la recherche collective qui la précédera sera la réelle aventure.



Bibliothèque vivante
24.10 au Boson (Ixelles)
<http://leboson.be/fr/plays/294-la-bibliothèque-vivante>

Le degré physique « d'ailleurs »

Née à Téhéran en 1977, Abnousse Shalmani a quitté l'Iran avec sa famille à la suite de la révolution islamique en 1985. Quand on lui demande si elle est encore iranienne, elle a pour habitude de répondre que tout ce qu'elle a d'iranien, « la France lui est passé dessus, étant arrivée à Paris à huit ans sans jamais plus avoir revu Téhéran ». Elle l'écrit et le crie, elle est « métèque ». En Grèce antique, ce mot désignait simplement celui qui a changé de cité. Sous la plume xénophobe et assassine de Charles Maurras, il est devenu insulte avant d'être réhabilité par la chanson de Georges Moustaki, avec qui Abnousse Shalmani partage « les cheveux aux quatre vents ». C'est ce mot désuet que l'écrivaine a remis en lumière et élevé au rang d'esthétique. « C'est un mot qui fait peur, métèque, mais c'est aussi un mot qui charme. C'est un mot qui dit l'ailleurs, mais aussi le ver dans le fruit. C'est un mot qui fait trembler les frontières, les

réactionnaires, les conservateurs. [...] C'est un mot qui raconte la honte, le mouvement, la liberté et la solitude. »

Et sous la plume érudite d'Abnousse Shalmani, au fil d'un voyage littéraire et cinématographique, le mot embrasse son histoire et celles, vécues ou imaginées, de Romain Gary, de Milan Kundera, de Khalil Gibran, de la muse haïtienne de Charles Baudelaire Jeanne Duval, d'Hercule Poirot ou des rôles joués par Ava Gardner. À



l'heure où les origines et les souches ne sont plus que des étiquettes rassurantes pour certains, cruellement réductrices pour d'autres, à l'heure où les réfugiés afghans sont venus grossir les rangs des nombreux exilés déjà présents, à l'heure où les troisième et quatrième générations de migrants cherchent encore et toujours leur place dans la société, ce « cri d'amour pour les sans-frontières, les sans-pays, les sans-terre » revendique « l'identité indéfinie comme gage de liberté ». (ad)



Abnousse Shalmani, « Éloge du métèque », Paris, Le Livre de Poche, 2021, 192 pages. Prix : 7,20 euros

Ces profs et ces chercheurs « trop bavards »

Produire des énoncés qui peuvent gêner les pouvoirs, remettre en cause et évaluer les idées préconçues : voici ce que tout universitaire devrait pouvoir faire dans l'exercice de ses fonctions d'enseignant ou de chercheur. Or aujourd'hui, des menaces de plus en plus lourdes et diversifiées pèsent sur la liberté académique à travers le monde. Qu'elles émanent des pouvoirs politiques, des autorités religieuses, des milieux économiques ou encore des autorités de l'université elle-même, ces interférences dans le travail du chercheur peuvent miner, voire anéantir, sa liberté d'enseigner, de chercher et de servir la société. Cet ouvrage met en avant des situations concrètes où la liberté académique est en danger. De la Syrie, où la guerre a tout anéanti, à l'Iran où des dizaines de chercheurs dorment en prison, en passant par la Tur-



quie où les intimidations, exclusions et condamnations d'universitaires se multiplient depuis 2016, certains États sont prêts à tout pour faire taire les chercheurs trop bavards. La situation n'est guère plus enviable dans certaines universités hongroises, où s'intéresser aux études de genre constitue un motif de renvoi. « Fais tes recherches et tais-toi » : cette phrase lancée à un chercheur burundais résume à elle seule l'oppression subie par les universitaires. Selon *Scholars at Risk*, plus de 300 chercheurs sont emprisonnés, menacés de mort ou sous le coup de sanctions pénales à cause de leurs recherches. Même dans nos démocraties, les menaces pèsent sur la liberté académique. À l'ère de l'excellence, les maîtres mots

des politiques d'enseignement supérieur sont compétitivité, employabilité, innovation et économie de la connaissance. Des discours néolibéraux qui obligent les chercheurs à produire toujours plus pour figurer en tête des classements. Assiste-t-on à la mort de la liberté académique ? La vingtaine de chercheurs qui interviennent dans cet ouvrage collectif apportent une réponse inquiète, mais mettent en lumière une série d'initiatives de solidarité internationale entre universitaires. (vc)



Vanessa Frangville, Aude Merlin, Jihane Sfeir et Pierre-Étienne Vandamme (dir.), « La liberté académique : enjeux et menaces », Bruxelles, éditions de l'Université de Bruxelles, 2021, coll. « Maisons des Sciences humaines ». Prix : 23 euros

Sans peur et sans espoir

Recueil des allocutions présentées lors du dernier colloque annuel de l'Association belge des athées, ce dernier opus des « Études athées » est consacré aux thématiques de la fin de vie et de la mort. La peur du néant et l'espoir d'une vie éternelle ont longtemps constitué le fonds de commerce des religions. De nos jours, « la mort sans Dieu » n'est plus seulement l'apanage des athées. L'au-delà ne fait en effet plus autant recette parmi les Belges qui se déclarent croyants, comme le pointe Patrice Darteville dans ses propos liminaires. Le processus d'occultation de la mort ainsi que les mutations dans les pratiques funéraires au sein de nos sociétés sécularisées y sont également rappelés. Un effacement qui transparaît jusque dans le vocabulaire usité, les très administratifs « décès » et « décéder » faisant aujourd'hui florès. Dans une première contribution, Lambros Couloubaritsis invite le lecteur à une réflexion philosophique au départ de la célèbre citation de Nîkos Kazantzaki : « Je n'ai peur de rien, je n'espère rien, je suis un homme libre », suggérant qu'il s'agit plutôt de ne pas craindre d'amenuiser les douleurs et les souffrances sur notre planète dans l'espoir de contribuer à la solidarité, à la fraternité et à la jouissance de chacun dans le laps de temps d'une vie. Ainsi, la mort s'est extirpée de la religion et l'individu se l'est réappropriée. Depuis 2002, la mort digne, l'euthanasie, est d'ailleurs un choix possible en Belgique. Dans leur contribution respective, Andrée Poquet décrit le rôle du conseiller laïque dans l'accompagnement de fin de vie et François Damas aborde les différents aspects de la relation médecin-malade. Pour finir, Christoph De Spiegeleer brosse l'histoire des funérailles civiles intimement liées à l'apparition du mouvement de libre pensée en Belgique au XIX^e siècle. Jacky Legge expose quant à lui la symbolique et l'expression par les livres penseurs et les athées de leurs convictions philosophiques dans nos cimetières. (ac)



Patrice Darteville (dir.), « Mourir sans Dieu », Bruxelles, ABA, coll. « Études athées », 2021, 128 pages. Prix : 17 euros

Un pli (pas si) heureux

Par Baptiste Coppens
Philosophe



L'heureux pli, y tente Hitler? Le repli identitaire, ce sont aussi ces milliardaires partis dans la stratosphère afin qu'ils s'y branlassent, et pas seulement la Pologne, la Hongrie, le voile intégral, le sacrifice rituel ou l'interdiction du préservatif. Ce n'est donc plus un pli heureux, mais un précipice formidable, une faille infaillible, un gouffre fantastique, dans lequel par milliers et sans grand espoir de retour nous nous précipitons tous les jours: tourisme spatial pour les mieux nantis, mais aussi climatoscepticisme, complotisme, homophobie, racisme... pour les autres, ou bien les mêmes... Partir dans l'espace pour y faire son intéressant, à grand renfort d'ergols polluants, qu'est-ce d'autre que du climatoscepticisme en action?

Dans le creuset qu'est ce pli fermenté, non pas une agréable pils, mais une boisson dangereuse: à titre d'ingrédients, on y a mis l'ignorance, l'égoïsme, la négligence et les certitudes. Ce breuvage délétère balkanise les esprits, morcelle la solidarité, fragmente la société.

Quels antidotes? Contre le repli qui macère avec ses relents de nazisme, composons le dépliant d'une meilleure liqueur. Dans l'alambic de la bonté, distillez la courtoisie, ajoutez-y de la vergogne et une pincée d'humilité. Sans modération, buvez-en; vous pourrez alors sortir de votre retraite et vraiment considérer autrui, qu'il soit antivax, islamo-gauchiste, végétarien, évangélique, nationaliste, écolo, communiste ou fasciste... Dissolvant les murs, les barrières et les frontières, le vrai dialogue rencontre la différence: convaincre aussitôt les autres du bien-fondé de nos idées, là n'est pas l'essentiel; nous empêcher de ronronner en chœur un credo que nous nous répétons, entre individus qui partageons la même croyance, ça semble plus important. Au rejet de l'Autre, substituons le rocher de soie: doux mais dur, il résiste sans abîmer.

Car les convictions racapotent: le haro sur la capote autant que la haine de la calotte. 🍷



Pompes Funèbres Générales de Belgique s.a

Entreprise familiale depuis 1875 TIELEMANS - RAULIER - DELRIEU

Chaussée d'Alsemberg 19 - 1060 BRUXELLES
Tél : 02/537.05.64. - pfgb.brussels@gmail.com

Funérailles Wyns

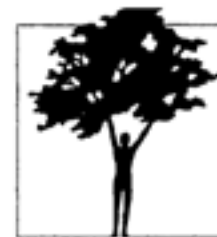
Transferts,
Funérailles, Créations,
Assurances décès,
Contrats personnalisés

24h/24h

Tél : 02 538 15 60
GSM : 0477 28 76 26

Rue aux Laines 89
1000 Bruxelles
(près de St Pierre Et Bordet)

Contact : Dominique Peeren



SOCIETE BELGE POUR LA CREMATION

Association sans but lucratif
Fondée en 1906

Seuls, au service du public,
nous défendons la dignité de l'idéal
crématisé. Faites-vous membre
Assistance, complète
et désintéressée

DOCUMENTATION GRATUITE
SUR DEMANDE ET SANS
ENGAGEMENT

Boulevard Maurice Lemonnier, 1
1000 Bruxelles
02 513 03 96

Annonces

Colloque, émissions, livre... les bonnes énergies

ABA
Colloque organisé par l'Association Belge des Athées asbl

L'athéisme déshabillé

Les enjeux de l'athéisme en Belgique aujourd'hui et demain

Samedi 16 octobre 2021 de 10h à 16h30

Centre d'Action Laïque
salle Willy Peers
Campus de la Plaine (ULB)

Avec la participation de

Caroline SÄGESSER
Chercheuse au CRISP

Patrice DARTEVELLE
Association Belge des Athées et Ligue pour l'Abolition des lois réprimant le Blasphème et le droit de s'Exprimer Librement (ABEL)

Pierre GILLIS
Université de Mons-LIMONS

Serge DERUETTE
Université de Mons-LIMONS

Véronique DE KEYSER
Présidente du Centre d'Action Laïque

Réservation

> En envoyant un mail à l'adresse atheesdebelgique@gmail.com

> Programme complet et détails pratiques sur notre site Internet www.athees.net

Renseignements : atheesdebelgique@gmail.com - www.athees.net

ESPACE de libertés

Éditeur responsable

Benoît Van der Meerschen

Directeur de la publication

Hervé Parmentier

Rédactrice en chef

Sandra Evard

Secrétaire de rédaction

Amélie Dogot

Production

Fabienne Sergoyne

Illustrations du dossier

Philippe Joisson

Graphisme

YEBOGraphics

Imprimeur

Kliemo (Eupen)

Papier

FSC recyclé

Fondateur

Jean Schouters

Avec l'appui de l'Administration générale de la Recherche scientifique - Service général du pilotage du système éducatif - Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Centre d'Action Laïque s'engage à ce que la collecte et le traitement de vos données soient conformes au règlement général sur la protection des données (RGPD), adopté par le Parlement européen le 14 avril 2016 (règlement n° 2016/799). Plus d'infos : www.laicite.be/vi-privee



Abonnement

10 numéros

Ne paraît pas en juillet - août

Belgique : 20 € • Étranger : 32 €

par virement au compte du CAL :

IBAN : BE16 2100 6247 9974

BIC : GEBABEBB

TVA : BE 0409 110 069

ISSN : 0775-2768

Centre d'Action Laïque

Campus de la Plaine ULB, CP 236

Boulevard de la Plaine

1050 Bruxelles

Tél : 02 627 68 68 • Fax : 02 627 68 01

fabienne.sergoyne@laicite.net

www.laicite.be

LES RENDEZ-VOUS RADIO ET TÉLÉ DE LA LAÏCITÉ

www.libresensemble.be

*Libres,
ensemble*

En ce début d'automne, l'équipe de « Libres, ensemble » continue de donner la parole à celles et ceux – artistes, travailleuses et travailleurs sociaux, philosophes, politologues, scientifiques, experts – qui, chaque jour, nous éclairent et tentent de rendre notre monde plus solidaire et égalitaire.

TÉLÉVISION

Vous pourrez découvrir ces reportages les **mardis 12 et 26 octobre en fin de soirée sur La Une** (rediffusion les lundis 18 octobre et le 1^{er} novembre à 23h45 sur *La Trois*).

Rendez-vous aussi les **dimanches 17 et 31 octobre à 9h20 sur La Une** pour nos émissions-débats de 28 minutes.

RADIO

Votre rendez-vous de la laïcité est fixé **chaque samedi à 20h sur La Première**. Chaque semaine, nous tenterons de décrypter les enjeux de notre société et la manière d'envisager le monde de demain.

RÉSEAUX SOCIAUX

Toutes les émissions se trouvent également sur :

Facebook : @LibresEnsembleCAL

Youtube : Centre d'Action Laïque



*Libres,
ensemble*

LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM

ARNAUD ZACHARIE

REFONDER LE COMMERCE MONDIAL

DU LIBRE-ÉCHANGE À L'ÉCHANGE DURABLE



LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM

Bientôt
disponible
en e-Pub
à 5 €

ARNAUD ZACHARIE

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE
POUR UNE PROSPÉRITÉ DURABLE ET PARTAGÉE



LIBERTÉ
J'ÉCRIS
TON NOM

Offre
exclusive
par virement
#promozacharie

10€ l'exemplaire ou 15€ les deux

En vente directe au Centre d'Action Laïque, sur commande via la librairie en ligne www.laicle.be/publications
ou par virement sur le compte du CAL : IBAN BE16 2100 6247 9674 (frais de port : 3,60 €)
Contact : 02 627 68 11 - cal@laicle.net

